

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n°8

mai 82 / 10 fr.

Sommaire

Non à la pause!

Non au pacte avec le CNPF!

•
Trois mois de lutte dans les casernes

•
**LE DEBAT
SUR L'UNITE SYNDICALE
DANS LES ANNEES TRENTE**

**LEON TROTSKY:
CONTRIBUTION
A LA DISCUSSION**

•
Surréalisme et communisme

•
**Problèmes de la révolution
antibureaucratique**

Dossier



**Dans la rue
contre Reagan !
Aux côtés des peuples
d'Amérique centrale**

cet été, 7 STAGES DE FORMATION POLITIQUE organisés par la LCR

programme

- La situation politique actuelle et ses enjeux
- La crise du capitalisme
- Les syndicats face à la crise
- La lutte de libération des femmes
- La social-démocratie et le Parti socialiste
- Le stalinisme et sa crise
- Le Parti communiste français
- La révolution au Salvador et l'impérialisme
- La Pologne et la révolution politique dans les pays de l'Est
- Internationalisme et Internationale : la IV^e Internationale

POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement d'y joindre 150 F d'arrhes

- soit en liquide,
 - soit en chèque, à l'ordre de la LCR et une enveloppe timbrée à votre adresse.
- Renvoyer le tout d'urgence à

LCR Formation été 82
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation).

Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.

Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 300 francs.

● En France, où va la situation ouverte par le 10 mai ?

Que faire pour que cette nouvelle expérience ne se solde pas par un échec ?

● Au Salvador et en Amérique centrale, la révolution parviendra-t-elle à s'imposer face aux menaces de l'impérialisme ?

● En Pologne, la classe ouvrière et Solidarité résisteront-elles victorieusement à la terreur bureaucratique ?

Toutes ces questions, et beaucoup d'autres, vous vous les posez.

Elles sont au cœur de la situation actuelle, des enjeux historiques dont elle est porteuse.

Chacun, quand il s'interroge ainsi, ressent le besoin d'approfondir sa formation politique.

Celle-ci ne peut s'acquérir spontanément. Ni la simple appartenance à la classe ouvrière, ni même la simple pratique militante n'y suffisent.

La formation communiste, l'apprentissage du marxisme sont nécessaires pour assimiler les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier, pour tirer les enseignements des expériences révolutionnaires du passé et du présent, pour acquérir les éléments de théorie indispensables.

C'est pourquoi la formation doit être une préoccupation constante d'une organisation révolutionnaire et de tout militant ouvrier.

Chaque année, depuis plus de dix ans, la LCR (section française de la IV^e Internationale) organise des stages de formation pendant l'été. Ces stages sont ouverts à toutes et tous : sympathisants, amis, lecteurs de *Rouge*, de *Critique communiste* tous ceux qui veulent mieux connaître la LCR et ses positions politiques ou acquérir une formation marxiste...

Nom :

Age : Sexe :

Prénom :

Numéro du stage choisi :

Adresse :

Je viens avec enfant(s), âgés de :

.....

● j'irai en voiture et je dispose de place(s)

.....

● si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

Profession :

● on peut me téléphoner
au n° de h à h

Lieu d'emploi :

LES DATES DES STAGES :

Syndicat :

Stage n° 1 : du 3 au 10 juillet

Stage n° 2 : du 10 au 17 juillet

Stage n° 3 : du 17 au 24 juillet

Stage n° 4 : du 24 au 31 juillet

Stage n° 5 : du 31 juillet au 7 août

Stage n° 6 : du 7 au 14 août

Stage n° 7 : du 14 au 21 août

Responsabilité syndicale :

Stagiaire à la LCR :

en contact avec la LCR :

sans contact avec la LCR :

Editorial

Un an après le 10 mai : NON A LA PAUSE ! NON AU PACTE AVEC LE CNPF !

LA seule leçon officielle que le gouvernement ait tirée de son échec aux élections cantonales est qu'il doit désormais expliquer plus sa politique et mieux sérier ses objectifs. Mettant aussitôt la leçon en application, Mauroy s'avise de suspendre l'abolition de la loi « Sécurité et Liberté » de Peyrefitte. Histoire de montrer aux électeurs des « couches moyennes » que le gouvernement n'entend pas sombrer dans le laxisme face au développement de la délinquance !

Et Defferre d'en rajouter en demandant que les policiers soient autorisés à vérifier l'identité de quiconque et à tirer après les sommations d'usage. Réhabilité à peu de frais par le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, Peyrefitte se paie le luxe de mettre en garde contre le danger des propositions Defferre ! Quelles que soient les corrections qui ont suivi, le gouvernement a renforcé la droite dont le projet est rétrospectivement légitimé. Il mécontente la gauche et inquiète les inquiets qu'il voulait rassurer. Bref, il perd sur tous les tableaux !

Ces « faux pas » illustrent en fait toute la politique du gouvernement Mauroy. Les quelques mesures sociales bien timides qu'il a prises sont suffisantes pour faire hurler les patrons mais bien incapables d'alléger le fardeau de la crise supporté par les travailleurs. Elles ne permettent en rien de réduire le chômage.

En fait, le gouvernement a pris lui-même la mesure de cette incohérence : il s'engage à grandes enjambées vers la « pause » souhaitée par Delors-Rocard-Chevènement et réclamée à cor et à cri par la droite. Le gouvernement ne trouve pas opportun d'employer le mot « pause » vis-à-vis des travailleurs qui, n'ayant guère vu d'avancée, risqueraient fort de le comprendre comme l'annonce d'un recul. Par contre, Mauroy a très explicitement promis la pause au patronat — diminution de 11 milliards de la taxe professionnelle, gel des cotisations sociales, pas de nouvelle diminution de temps de travail par voie législative — en assortissant le tout de quelques cadeaux.

Le projet économique initial du PS, fondé sur une relance de l'économie par la relance de la consommation, a fait long feu : les petites augmentations de pouvoir d'achat concédées aux smicards et aux vieux n'ont eu qu'un modeste et bref effet. Puis le gouvernement a eu recours au déficit budgétaire et développé l'aide aux entreprises, politique qui débouche sur la rigueur réclamée par Fabius et garantie par Mitterrand.

En effet, le patronat ne se contentera pas des cadeaux du gouvernement. Il n'aura de cesse de le faire reculer pour qu'il joue le rôle dévolu à la social-démocratie dans la crise capitaliste : faire payer la restructuration économique aux travailleurs, en particulier par la remise en cause des acquis et par le développement du chômage. Mauroy et Mitterrand pourront toujours supplier, multiplier rencontres, commissions et journées de travail, les capitalistes ne reprendront les investissements que lorsqu'une authentique politique d'austérité assurera une relance de leurs profits. Il faut à cet égard souligner l'étonnante lucidité d'Edmond Maire, véritable croisé de l'austérité autogérée, prêt à accepter plus de sacrifices pour ses syndiqués que Mitterrand pour ses électeurs !

Ainsi, le gouvernement de « la lutte contre le chômage » en vient à suivre le raisonnement du patronat : pour embaucher, il faut relancer la machine économique ; pour relancer celle-ci, il faut investir ; pour investir, il faut accroître le

taux de profit ; pour accroître le taux de profit, il faut bloquer les salaires et les charges sociales, laisser courir le chômage. Aussi ce gouvernement, s'il continue sur cette voie, finira-t-il comme le « gouvernement des promesses non tenues ». Et comble d'ironie, cette accusation lui est déjà lancée par la droite !

On peut, dès lors, se livrer au jeu des prophéties. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la défaite des élections cantonales en annonce une autre plus retentissante aux municipales. On peut en effet imaginer qu'une partie des couches moyennes hésitantes votera à droite, qu'une partie des électeurs de gauche et de la jeunesse risque de s'abstenir en guise de remerciement pour le service militaire à six mois, pour le large débat démocratique sur les centrales nucléaires, pour le septième sous-marin nucléaire, pour l'élévation du chômage et de la hausse des prix, pour les cadeaux au patronat et à l'école libre. Pour compléter ce scénario, on peut prévoir un mauvais report des voix PS et PC au deuxième tour.

La droite exigera alors le respect de la sanction politique exprimée par le suffrage universel. Mitterrand, ancien socialiste devenu le « président de tous les Français » par la volonté du même suffrage universel, ne manquera pas de sonner l'heure de l'austérité (« de gauche » évidemment) et d'élargir son gouvernement à droite, donnant ainsi toute leur fonction aux Jobert-Crépeau et compagnie, aujourd'hui forcément plus discrets, voire en élargissant son équipe à quelques politiciens issus de l'UDF ou du RPR. Le retour envisagé à un scrutin en partie proportionnel devrait faciliter la fin de la « bipolarisation politique » et permettre de renouer diverses alliances autour du PS.

Affaibli, le PCF n'aura le choix qu'entre un suivisme « très critique » et une nouvelle rupture qui le replongerait dans un isolement sectaire. Le PCF a déjà utilisé successivement ces deux tactiques, sans parvenir à interrompre le cours de son déclin. Ses tournants brusques ont accentué une crise interne sans précédent et l'on voit mal quelle voie il pourrait emprunter pour infléchir une chute qui peut se transformer en un véritable effondrement.

Telle est la logique inscrite dans l'action du gouvernement Mitterrand-Mauroy. Il est en ce sens effectivement fidèle à la politique de Léon Blum en 1936, à ceci près que la grève générale de juin 1936 avait arraché des revendications aussi importantes que les congés payés. Ce sont ces victoires qui restent attachées au nom du Front populaire dans la mémoire ouvrière. Aucune des mesures sociales ou démocratiques du gouvernement Mauroy-Mitterrand n'ayant eu une portée semblable, il ne se trouvera bientôt plus guère de monde pour chanter ses louanges et danser place de la Bastille.

La politique d'austérité dite de gauche que s'appête à suivre le gouvernement Mitterrand-Mauroy n'a aucune chance de succès réel dans l'immédiat car la classe ouvrière n'est pas démobilisée. Elle n'est absolument pas prête à accepter une remise en cause de ses acquis, comme l'a montré sa réaction immédiate à l'ordonnance sur les 39 heures. Mitterrand, on s'en souvient, dut intervenir rapidement pour mettre fin à la multiplication des grèves en faisant mine de « donner raison » aux travailleurs qui refusaient une amputation de leur salaire.

La division syndicale, en même temps qu'elle affaiblit la classe ouvrière dans sa défense quotidienne, ne permet pas l'acceptation d'une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs par les bureaucraties syndicales concurrentes, comme cela se pratique en République fédérale allemande. Il est significatif que le mot même d'austérité passe mal et qu'à part le téméraire Edmond Maire, les autres responsables syndicaux préfèrent parler de « réalisme » ou de « rigueur ».

On peut donc prédire que cette politique d'austérité va se heurter à l'action croissante des travailleurs. Cette mobilisation revendicative s'accompagnera d'une défiance accrue vis-à-vis du gouvernement, des partis réformistes et des directions syndicales.

Toutefois, la généralisation de cette mobilisation revendicative et sa maturation politique en crise révolutionnaire se heurtent à deux obstacles majeurs : ●La division, en premier lieu, qui s'est accentuée sur le plan syndical alors qu'elle s'assouplissait sur le plan politique. Les difficultés du gouvernement tendront à la relancer entre PS et PC. Le mauvais report des voix entre ces deux partis aux élections cantonales et le marathon des discussions autour des cortèges syndicaux le 1^{er} Mai sont parmi les symptômes les plus éclatants de la permanence et de la profondeur de cette division, même si, sur le terrain des luttes

revendicatives, en particulier pour la défense des acquis, la mobilisation des travailleurs en lutte impose souvent l'unité localement.

● La désorientation politique pouvant déboucher sur un grave scepticisme constitue le second obstacle. En effet, les « hésitations » et « contradictions » du gouvernement, les retournements à 180 degrés du PCF, le coup d'Etat militaire en Pologne qui s'ajoute aux effets de l'Afghanistan, les « convergences » Reagan-Mitterrand, suscitent une large défiance vis-à-vis des directions du PS et du PC. Ces événements facilitent l'émergence d'oppositions au sein de ces partis mais ils nourrissent aussi un large sentiment d'écœurement envers la politique et les « politiciens ». Un doute très lourd est jeté sur l'existence d'une authentique alternative socialiste...

Ainsi le danger est-il réel d'un morcellement puis d'une usure de la mobilisation ouvrière qui, du même coup, s'avérerait impuissante à attirer à elle une partie des couches moyennes dont la mobilisation est actuellement orchestrée par la droite.

S'il faut reconnaître et désigner les obstacles de taille à la généralisation de la mobilisation ouvrière et à sa maturation politique, si les forces de droite les intègrent consciemment à leurs calculs politiques, les révolutionnaires ne fondent pas leur activité sur un quelconque pronostic, mais sur les contradictions à l'œuvre dès aujourd'hui.

La désorientation politique et l'hypothèque que fait peser le stalinisme sur l'idée même de socialisme n'empêchent pas nouveaux espoirs et le développement d'une solidarité de masse à chaque percée d'un mouvement révolutionnaire dans le monde, que ce soit en Pologne ou au Salvador.

Pour difficile qu'elle soit, la lutte pour l'unité d'action des organisations ouvrières, syndicales en tout premier lieu, repose sur un levier puissant : l'exigence forte et spontanée d'unité ouvrière, qui s'est imposée aux bureaucraties dans chaque lutte. L'inquiétude même, qui va aller croissant parmi les travailleurs, sur les choix politiques du gouvernement et les nouvelles menaces de la droite, tend à rendre possible et crédible l'exigence d'une intervention massive et unitaire de la classe ouvrière sur la scène politique et sociale.

Le caractère des luttes ouvrières se modifie, en fonction de l'expérience. En défense des acquis dans un premier temps, elles tendent à transformer en luttes pour de nouveaux acquis, comme le montrent les grèves à Renault-Flins et à la Société générale, qui se sont développées tout au long du mois d'avril.

C'est pourquoi la politique de gestion loyale du système capitaliste, qui signifie dans les conditions actuelles une politique d'austérité, ne peut être imposée par le gouvernement sans réactions très fortes de la classe ouvrière, sans une radicalisation du combat des travailleurs et sans heurts d'importance.

La majorité PS-PC sent bien qu'un fossé commence à se creuser entre elle et la classe ouvrière. C'est ce qui explique les déclarations de Delors sur la concurrence entre les centrales syndicales, dont il affirme qu'elle prépare de fait un retour de la droite. C'est ce qui explique les tentatives du PS et du PC d'imposer, malgré la direction CFDT, une démonstration d'unité le 1^{er} Mai. La majorité PS-PC ne veut pas tant l'unité que la constitution d'un bloc syndical autour d'elle, en soutien à sa politique, condition indispensable pour faire passer dans les faits une politique d'austérité que les travailleurs refusent.

Les contradictions de cette politique sont éclatantes : la concrétisation de cette unité à des fins anti-ouvrières, le 1^{er} Mai, serait perçue par les travailleurs comme un déblocage, comme un pas vers l'unité d'action, comme un facteur de confiance et de mobilisation. C'est que les travailleurs attendent, confusément mais sûrement, d'autres actes, une autre politique.

Dans une telle situation, les révolutionnaires ne peuvent limiter leur activité au soutien aux luttes et à l'appel au combat. Ils disent clairement aux travailleurs ce que fait le gouvernement, et ils expliquent les trois grands axes autour desquels doit s'ordonner une politique conforme aux intérêts ouvriers.

● Le combat pour l'unité d'action, car il est décisif que la classe ouvrière montre sa force, y compris dans la rue. Il n'y a pas eu une seule manifestation ouvrière de masse depuis le 10 mai ! C'est pourquoi la LCR a combattu pour une manifestation unitaire des partis et syndicats ouvriers le 1^{er} Mai. C'est pourquoi les comités unitaires de mobilisation dans les luttes, les assemblées intersyndicales, les comités de grève représentatifs, les piquets de grève unitaires d'autodéfense

des occupations contre les commandos patronaux et la police que Defferre se vante d'envoyer contre les travailleurs en lutte, sont des tâches d'actualité.

Cette bataille pour l'unité d'action des travailleurs et de leurs organisations accompagne l'exigence de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie, rupture qui passe essentiellement aujourd'hui par la dénonciation du pacte qui vient d'être conclu entre le gouvernement et le CNPF.

● La défense d'une alternative politique, en rupture avec la gestion loyale du capitalisme. Faut-il laisser augmenter le chômage pour accroître le taux de profit et relancer les investissements privés, ou faut-il au contraire assurer le plein emploi pour développer la production d'une économie planifiée en fonction des besoins ? Telle est l'alternative.

De ce point de vue, on ne peut en rester, sous prétexte de pédagogie, au slogan cher au PCF : il suffit de faire payer les riches. Car justement cela ne suffit pas ! Deux mots d'ordre permettent d'avancer plus précisément dans le sens de cette alternative politique. En réponse aux jérémiades du CNPF qui dit « vous nous saignez », et en réplique aux cadeaux de Mitterrand-Mauroy aux patrons, la LCR affirme :

Il faut exiger l'ouverture des livres de comptes des entreprises, lever le secret bancaire et commercial. Il faut instituer une banque unique et le compte unique pour les entreprises, seuls moyens pour contrôler les opérations des patrons et leurs profits réels. Il faut imposer le contrôle des syndicats et des travailleurs sur les investissements.

La mise sous tutelle publique des entreprises dont les patrons font la grève des investissements est une nécessité si l'on veut réduire le chômage. De même, la remise en marche sous contrôle ouvrier des entreprises qui ferment, avec le soutien de l'Etat. Une loi doit permettre la création d'entreprises publiques pour les productions et services d'utilité sociale. Face aux patrons qui font faillite, il faut étendre le secteur public, organiser sa planification en fonction des besoins sociaux.

Il nous faut en même temps réaffirmer que la seule solution à la crise du système capitaliste réside dans le socialisme démocratique, c'est-à-dire la planification et l'autogestion. C'est la revendication des travailleurs polonais !

Loin de constituer une propagande idéologique coupée des besoins immédiats et de l'action, il est aujourd'hui à nouveau essentiel de combattre l'idée, ravivée par le stalinisme, selon laquelle la défense des libertés passe par celle de la libre entreprise et du « monde libre », c'est-à-dire par le respect du capitalisme et tout au mieux son aménagement.

● Il faut construire une force révolutionnaire, ce qui est possible aujourd'hui :

En aidant les oppositions syndicales, dans le respect de leur autonomie, à se regrouper sur une plate-forme de réponse à la crise et de défense des revendications qui y correspondent, et à prendre des initiatives unitaires.

En regroupant les organisations révolutionnaires prêtes à défendre une plate-forme politique alternative à la politique du gouvernement, initiatives dirigées vers les larges masses, en vue notamment des élections municipales qui seront l'occasion d'une campagne politique nationale.

En s'adressant, lors de chaque événement politique important, aux militants du PS et du PC qui sont pour beaucoup désorientés et paralysés par la politique de leurs directions.

En construisant une organisation révolutionnaire implantée dans les principales entreprises du pays, et tout spécialement au cœur du prolétariat industriel car, plus que jamais, l'issue de la situation dépend du facteur subjectif, c'est-à-dire de l'existence d'un véritable parti révolutionnaire des travailleurs.

L'activité quotidienne des révolutionnaires, souvent difficile et dont les résultats n'apparaissent pas aujourd'hui de manière spectaculaire, prend appui sur les potentialités recélées dans la situation présente et ses contradictions. Parce que ces dernières tendent à s'accroître, dans des conditions dont il est impossible de prévoir à l'avance le fil, les rythmes et les détours, les tâches anticapitalistes du programme révolutionnaire s'imposeront dans la classe ouvrière, comme des choix concrets, si nous savons les actualiser et les porter au cœur du mouvement des masses. C'est ce que fera la LCR dans les mois qui viennent.

Pour le service à 6 mois et les droits démocratiques

TROIS MOIS DE LUTTE DANS LES CASERNES

JEAN LOUIS MICHEL et VERVEINE ANGELI

La pétition pour les six mois et les droits démocratiques

Caractère normal : plus de 5 signatures
Caractère gras : plus de 50 signatures

1^{re} région militaire :

1. ESMAT Châteauroux
2. 1^{er} RAMA Montlhéry
3. RMT Montlhéry
4. BA 702 Avord
5. BA 705 Tours
6. 5^e RG Versailles
7. 2^e RCS Versailles (166)
8. ENSOSSAT Orléans
9. BA 123 Orléans
10. 58^e RT Maisons-Laffitte
11. 2^e RH Sourdun
12. BA 104 Le Bourget
13. 76^e RI Vincennes

2^e région militaire :

1. 67^e RI Soissons
2. 71^e RG Oissel
3. 39^e RI Rouen
4. 3^e RAMA Vernon
5. BA 105 Evreux
6. 12^e RCS Evreux
7. 41^e RT Senlis
8. GMR 2 Lille
9. 43^e RI Lille
10. 8^e RI Noyon
11. BA 922 Doullens
12. 8^e RCS Amiens
13. 517^e RT Laon
14. 40^e RA Laon
15. 51^e Compiègne
16. 94^e RI Sissonne

3^e région militaire

1. 9^e RCS Dinan
2. 41^e RI Châteaulin
3. Ecole de St Cyr-Coëtquidan
4. 3^e RIMA à Vannes
5. RAMA à Vannes
6. 2^e RIMA Le Mans
7. 38^e RT Laval
8. Garnison navale de Brest
9. Garnison navale de Landivisiau

I L y a un an, l'armée représentait une inconnue dans l'équation de la situation politique. elle se résumait à peu près à cette interrogation : qu'allait-il se passer ? Bien sûr, à la veille de l'échéance électorale, le mouvement des soldats, à travers l'appel à « battre Giscard » de quelque cent-cinquante appelés membres des comités de soldats, avait fait entendre sa voix et c'était décisif ; mais pour courageuse et significative qu'ait été l'initiative, elle ne traduisait par la force des choses qu'imparfaitement l'état d'esprit du contingent. Les soldats, comme une grande majorité de jeunes, votèrent massivement contre Giscard, donc pour Mitterrand. Cela ne fait aucun doute mais il restait à faire la preuve à travers la lutte de masse dans les bases et les casernes que les soldats étaient prêts à aller beaucoup plus loin, au lendemain de la victoire électorale des forces se réclamant de la classe ouvrière.

A ce premier niveau, la campagne de masse en cours pour le service militaire à six mois comme promis représente un test difficilement contestable de la combativité des soldats du rang, qui restent très nettement majoritaires dans l'armée française. Le contingent, formé d'appelés — 260 000 hommes — représente à lui seul 47,2 % du total des effectifs militaires, il convient d'y ajouter les jeunes sous contrats courts, engagés plus par nécessité que par vocation pour l'écrasante majorité d'entre eux. Les 5000 signatures qui figurent à ce jour sous la pétition pour les 6 mois et les droits démocratiques dans les armées attestent de l'ampleur sans précédent de la mobilisation en cours. La comparaison avec les grandes mobilisations de soldats que furent l'Appel des cent en 1974-1975 et la campagne de permissions régulières transports gratuits en 1977-1978-1979, le montre suffisamment (voir

tableaux du nombre de signataires et de leur répartition par unités et régions militaires).

Plus de deux-cents unités « touchées » dans les trois armes, terre, air, mer : jamais l'armée française n'avait connu pareille contagion. Si la sixième région militaire — l'est de la France — et les FFA (forces françaises stationnées en République fédérale allemande) fournissent à elles seules plus de 50 % des signataires, on a aussi massivement signé à Brest, à Toulon, à Lille, à Lyon, à Rouen, etc. Au nombre des garnisons où la pétition a rencontré le plus grand écho de masse, il faut compter la plupart de celles d'outre-Rhin, y compris Berlin ; cela tend à prouver que les mesures décidées par Charles Hernu à l'automne, principalement en faveur des appelés effectuant leur service militaire en Allemagne, sont vraiment jugées très insuffisantes par la masse des soldats. Phénomène nouveau également, le nombre de signatures en provenance des unités réputées les plus dures de l'armée française, là où la professionnalisation engagée par Giscard a le plus souvent pourtant marginalisé les appelés. Le cas du 13^e régiment de dragons parachutistes de Dieuze, à côté de Nancy, qui effectuait il n'y a pas si longtemps des missions de renseignement pour le compte du SDECE et où les recrues sont triées sur le volet, illustre parmi d'autres régiments de paras ou de marsouins (infanterie de marine) la profondeur de la mobilisation.

En ce sens, il faut parler d'une mobilisation de masse unitaire de la jeunesse sous les drapeaux à l'occasion de cette campagne. Des milliers de jeunes, aux origines très diverses, ont ainsi pu faire leur première expérience de lutte, sans y être forcément préparés, mais en apprenant très vite dans l'action à distinguer où sont leurs intérêts de classe, aux côtés des

10. Garnison navale de Lorient
11. EAM Paimpol
12. 3^e RC Saumur
13. 6^e RG Angers

4^e région militaire

1. 61^e BMGL Larzac
2. 37^e GC Larzac
3. CFM Hourtin
4. BA 118 Mont-de-Marsan
5. 20^e RA Poitiers
6. 31^e RG Castelsarrazin
7. 126^e RI Brive

5^e région militaire

1. 4^e RCH La Valbonne (122)
2. 4^e RG La Valbonne
3. BA 200 Apt
4. 60^e RA Canjuers
5. 7^e RG Avignon
6. EAA Draguignan
7. 19^e RA Draguignan
8. Camp de Carpiagne
9. 11^e RC Carpiagne
10. Garnison d'Hyères
11. Garnison de Nîmes
12. 401^e RA Nîmes
13. Garnison navale de Toulon
14. 11^e BCA Barcelonnette
15. 99^e RI Sathonay
16. Garnison de Varcès
17. 75^e RI Valence

6^e région militaire

1. BA 102 Dijon
2. 602^e RCR Dijon
3. 511^e RT Auxonne
4. 19^e RG Besançon
5. 35^e RI Belfort
6. 74^e RA Belfort
7. BA 116 Luxeuil
8. 1^{er} RD Lure
9. 403^e RA Chaumont
10. BA 914 Romilly
11. 32^e GC Mailly
12. 40^e RA Suippes
13. 53 CTRG Suippes
14. L5^e RA Suippes
15. BA 112 Reims
16. 1^{er} GC Reims
17. 4^e RD Mourmelon
18. 503^e RCC Mourmelon
19. 34^e RG Epernay
20. 10^e RCS Châlons-sur-Marne
21. 402^e RA Châlons-sur-Marne
22. BA 113 St. Dizier
23. 610^e GAM St Eullien
24. 3^e GSALAT Etain
25. 3^e RHC Etain
26. 8^e RA Commercy
27. 54^e RA Verdun
28. 2^e RCH Verdun
29. 150^e RI Verdun
30. 15^e RGA Toul
31. 516^e RT Toul
32. BA 136 Toul
33. 54^e RT Nancy
34. 4^e RCS Nancy
35. BA 133 Nancy
36. 61^e RA Morhange
37. 13^e RDP Dieuze
38. 3^e RC Luneville
39. 30^e GC Luneville
40. 4^e RC Bitche
41. 151^e RI Metz
42. BA 128 Metz
43. GMRG Metz
44. 2^e RG Metz
45. 43^e RT Metz
46. 16^e GC Sarrebourg
47. 40^e RT Sarrebourg
48. 3^e RG Charleville- Mezières

travailleurs, contre « *les ennemis du changement* », les patrons capitalistes, les hommes politiques et les généraux qui les servent. La campagne actuelle est l'un des meilleurs facteurs d'accentuation des clivages de classes au sein de l'institution. Elle permet de politiser le rejet massif du militarisme qui existe parmi les jeunes et que l'on a trop souvent tendance à sous-estimer en ne retenant que le consensus politique autour de l'armée bourgeoise qui unit les grands partis politiques, de la droite au PC et au PS. Pour la seule année 1980, par exemple, on a enregistré dans les armées, selon les sources officielles, pas moins de 4627 désertions auxquelles il faut ajouter près de 1900 cas d'in-soumission.

La jonction avec l'extérieur

Le problème du relais dans la jeunesse « civile » et dans la classe ouvrière d'une mobilisation des soldats quelle qu'elle soit représente toujours une difficulté objective. Il n'y a en effet de concordance parfaite des rythmes de mobilisation de la classe ouvrière et des travailleurs sous l'uniforme que dans des situations exceptionnelles. De la synchronisation de ces rythmes naissent d'ailleurs en général les processus de décomposition de l'appareil militaire bourgeois, incapable de faire face sur deux fronts à la fois dès lors que la classe ouvrière s'est dotée des moyens d'affirmer sa force et de conduire ses luttes de manière centralisée.

Lorsque le mouvement des soldats surgit sur la scène politique avec l'Appel des cent en 1974, il se heurta rapidement aux limites que constituait l'absence de liens stables avec les grandes organisations syndicales. Des mois durant, l'on discuta à l'époque de la perspective d'assises nationales du mouvement qui ne virent jamais le jour parce que les points d'appui, les relais dans le mouvement syndical, notamment, faisaient défaut. De fait, la bataille permanente pour tisser des liens durables avec l'extérieur, les raffermir, les développer, est depuis devenu une préoccupation constante au sein des casernes. Elle découle de l'expérience jamais démentie que sans les civils on ne peut rien faire de solide, et gagner sur les revendications. En 1977, c'est symboliquement que, de la bourse du travail à Lyon, la coordination des comités de soldats de la région Rhône-Alpes lança la pétition pour

les permissions régulières et les transports gratuits. Afin de bien affirmer à la face du pouvoir l'existence de ces liens permanents entre le mouvement des soldats et le mouvement ouvrier. La campagne actuelle s'est développée sur la base de cette tradition, mais dans une situation politique nouvelle qui exige plus qu'auparavant.

Tant qu'elles étaient dans l'opposition les directions socialiste, communiste et syndicales pouvaient se permettre de cautionner les luttes au sein des casernes tout en refusant les perspectives de centralisation. Ainsi, la CGT comme la CFDT, le PC comme le PS apportèrent bien souvent un soutien local aux initiatives des soldats, mais leurs fermèrent la porte au nez dès que leurs actions débouchaient dans un cadre central, national. Depuis le 21 mai, les dirigeants réformistes sont « aux affaires » et craignent par-dessus tout les mobilisations de soldats qui pourraient échapper à leur contrôle. C'est pourquoi le mouvement des soldats ne peut pas s'en remettre aux seules relations traditionnelles qu'il a avec le mouvement syndical localement ou régionalement ; il lui faut, tout en systématisant ces liens, s'efforcer de construire un rapport de forces de masse dans l'activité de solidarité à l'extérieur des casernes. Ce rapport de forces, et lui seul, peut contraindre durablement les bureaucraties syndicales et politiques à accompagner le mouvement pour ne pas avoir à payer un prix trop élevé pour leur renoncement, voire leur trahison.

L'intérêt que manifesta très tôt le mouvement des soldats pour la campagne civile autour de l'Appel de Caen exigeant que la promesse de Mitterrand de réduire le service à six mois soit tenue, s'explique ainsi. En effet, pour la première fois apparaissaient la possibilité de construire un rapport de forces s'appuyant à la fois sur les mobilisations à l'intérieur et à l'extérieur des casernes. Les premiers succès de cet appel, le nombre de signatures recueillies — 80 000 —, la tenue d'une manifestation de masse à Paris le 13 novembre à l'occasion du débat à l'Assemblée sur le budget militaire, ouvraient un champ de perspectives considérable.

Malheureusement, cette mobilisation civile avait aussi de grandes faiblesses. L'absence d'une structuration réelle en comités de masse locaux rendait aléatoire une campagne de longue haleine avec ses succès et ses difficultés. Les jeunes mobilisés étaient en grande majorité des étu-

dians et des lycéens, l'absence d'organisation hypothéquant la jonction durable indispensable avec la jeunesse ouvrière. Enfin, le mouvement des soldats lui-même ne pesa de tout son poids que tardivement, lors de la coordination nationale des comités « 6 mois comme promis » du 12 décembre, montrant ainsi aux jeunes qui y participaient quels étaient les enjeux centraux de cette campagne dans la situation politique. Ce sont toutes ces faiblesses qui ne permirent pas à la campagne civile de trouver un second souffle lorsque la mobilisation au sein des casernes perça comme un fait politique important, au lendemain de la première conférence de presse des soldats, le 13 février. Il en résulta une situation dangereuse pour le mouvement des soldats : doté pour la première fois de son histoire d'une instance de centralisation nationale (le collectif de campagne des soldats) il bénéficia dans un premier temps d'un soutien très large de la part du mouvement ouvrier et démocratique (CFDT, FEN, FO, UNEF ID, PSU, LCR, PCI, LCR, Ligue des droits de l'homme, Libre pensée, notamment) qu'aucune mobilisation de masse civile ne pouvait relayer et donc garantir durablement.

Le lâchage des directions réformistes

Aujourd'hui, la campagne dans les unités ne se développe que sur la seule base de la combativité du contingent, sans l'aide précieuse d'une mobilisation de masse de toute la jeunesse aux côtés des soldats. C'est une des raisons principales qui ont permis à la direction de la CFDT de revenir brutalement sur le soutien accordé par de nombreuses instances CFDT au collectif de campagne, sous prétexte de l'influence qu'aurait la LCR dans le collectif de campagne et au nom de « ses liens privilégiés avec IDS » (Information pour les droits du soldat). IDS assume ainsi son triste rôle de faire-valoir de la bureaucratie cédétiste. Lors de la réunion de son collectif national du 28 mars, IDS portait, en effet, l'appréciation suivante : « L'appel pour les six mois comme promis a un point de vue réducteur de la question. Ainsi, ne se prononçant que de façon générale sur les droits démocratiques, et la réduction du service national, il place le mouvement des soldats en position d'attente vis-à-vis du gouvernement. Alors qu'à des

moments donnés, le mouvement des soldats avait pu de façon unitaire autour de pétitions — Appel des cent en 1974, transports gratuits en 1977-78 — développer un mouvement de protestation qui donnait une perspective centrale à l'existence des comités ; aujourd'hui, le seul cadre d'une pétition est bien trop étroit par rapport à la situation. Cependant, localement, la pétition peut constituer un vecteur de cristallisation d'une activité de masse. Ainsi, malgré le cadre érigé fixé par les initiateurs de cette pétition, des soldats ont pu se regrouper en dépassant ce cadre et poser les jalons d'une activité concrète de masse dans les casernes. L'écho rencontré par cette pétition montre, à sa manière, le mécontentement qui gronde dans les casernes, en attente du changement. Détourner ce mécontentement pour n'offrir qu'un cadre pétitionnaire revient à enfermer dans une impasse inactive de guerre de tranchées avec le gouvernement les soldats. » Ajoutons qu'alors que les soldats se battent par milliers autour de la pétition nationale, IDS — et avec elle la CFDT — préfèrent une autre perspective que l'on n'ose pas dire d'action « une réflexion sur le service national que nous voulons, sera l'objet d'un colloque, qui donnera ces éléments concrets pour une réduction et une transformation du service »... le 12 juin prochain.

L'attitude la CFDT est au plus haut point significative car elle illustre bien le changement de politique des directions réformistes en matière de soutien aux soldats. Le PS, par la voix de son comité directeur, s'est pour sa part ému du manque de pédagogie, de l'insuffisance des explications du gouvernement pour justifier le renoncement à la promesse de Mitterrand. Promesse solennellement confirmée à l'unanimité par le congrès de Valence, faut-il le rappeler.

La CGT s'est, quant à elle, muée dans un silence obstiné, comme le PCF et les JC au niveau national. Seul le secteur « militaire » du PCF, dans une livraison récente de son bulletin *Correspondance-Armée-Nation* est monté au créneau en hurlant « à la provocation » avec les loups de la hiérarchie militaire. Au total, donc, un lâchage à peu près général de la part des bureaucraties syndicales et politiques qui ne saurait pourtant faire oublier les prises de position nombreuses de militants socialistes ou communistes, de syndicalistes CGT ou CFDT, qui refusent de suivre leurs directions sur ce terrain. C'est, en tout cas, une donnée avec laquelle le mouvement de soldats devra compter

pour s'orienter dans les prochaines semaines.

Le mouvement des soldats, pour assumer ses responsabilités, dispose d'un atout majeur : la force de la mobilisation qui a pris son essor autour de la pétition dans les bases et les casernes. Il est dans le même temps confronté à un difficile problème d'orientation, compte tenu de la non-poursuite de la campagne civile et du lâchage des bureaucraties syndicales. Frapper plus fort face aux généraux reste pourtant un impératif dans la situation, pour les soldats comme pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Quelles perspectives face aux généraux ?

La hiérarchie militaire a en effet fixé elle-même les enjeux des prochains combats autour des problèmes militaires. A la faveur d'une véritable opération de propagande montée avec le concours de *l'Express*, « l'armée parle », ou plus exactement le général Lacaze, chef d'état-major des armées, fixe ses conditions au gouvernement. Par sa bouche, les généraux expliquent en substance que s'ils n'ont pas bougé après le 10 mai, c'est que la politique suivie par Charles Hernu n'était pas différente de celle de ses prédécesseurs au ministère des Armées, rue Saint Dominique. Mais, ajoutent-ils aussitôt, nous n'admettrions pas l'inacceptable. L'inacceptable, pour ces messieurs, réside dans un double danger qu'ils s'emploient à conjurer. Premier épouvantail aux yeux de la hiérarchie militaire, le risque d'une remise en cause de la discipline réactionnaire qu'impose aux soldats l'actuel RDGA (règlement de discipline générale des armées). Les généraux craignent que la mobilisation des soldats du rang oblige Charles Hernu à revoir, comme il s'y était engagé, « tout ce qui peut apparaître comme excessivement contraignant ou inutilement rigoureux » dans ce règlement scélérate. En toute bonne logique, ils exigent une politique de répression exemplaire du mouvement des soldats, Hernu les a couverts par avance en approuvant les premières mesures de répression. Deuxième exigence de l'état-major : l'augmentation des crédits militaires de telle sorte que le budget des armées passe la

49. 1^{er} RMCA Thionville
50. BA 902 Contrexeville
51. 170^e RI Epinal
52. 18^e RT Epinal
53. 57^e RT Mulhouse
54. BA 132 Colmar
55. 152^e RI Colmar
56. 8^e RH Altkirch
57. CM 172 Strasbourg
58. BA 901 Drachenbronn
59. 68^e RA Phalsbourg
60. 9^e RG Neuf-Brisach (183)
61. BA 124 Strasbourg
62. 6^e RCS Strasbourg
63. 32^e RA Oberhoffen
64. 12^e RA Oberhoffen
65. 2^e RD Haguenau
66. 153^e RI Mutzig

FFA

1. 11^e RCH Berlin
2. 8^e GC Wittlich
3. 1^{er} RCS Trèves
4. 9^e RAMA Trèves
5. 13^e RG Trèves
6. CEC Trèves
7. 51^e RT Trèves
8. 2^e RA Landau
9. 44^e RT Landau
10. 5^e RCS Landau
11. 2^e RC Reutlingen
12. 5^e RC Kaiserslautern
13. 19^e RG Willingen
14. 2^e GC Neustadt
15. 42^e RI Offenburg
16. 11^e RA Offenburg
17. 610^e GI Offenburg
18. 50^e RT Baden
19. 20^e RT Baden
20. EOAL Baden
21. 110^e RI Donaueschingen
22. 603^e CARM Tenningen
23. 3^e RCS Freiburg
24. 53^e RT Freiburg
25. 601^e RCR Achern
26. 1^{er} RC St Wendel (120)
27. 42^e RT Rastatt
28. 52^e GRM Rastatt
29. 11^e RG Rastatt
30. 608^e CARM Rastatt
31. 32^e RG Kehl
32. 34^e RA Constance
33. 12^e RC Mulheim
34. 10^e RG Spire
35. 1^{er} RS Spire
36. 3^e RH Phorzheim
37. 613^e GI
38. 1^{er} RI Saarbrück
39. 6^e RI Saarbrück
40. 24^e GC Tübingen
41. 203^e GRMCA Brisach

Petit lexique des principales abréviations

- ALAT : aviation légère de l'armée de terre
 BA : Base aérienne
 BN : Base navale
 CFM : Centre de formation maritime
 CIN : Centre d'instruction navale
 CM : Centre de mobilisation
 ERM : Etablissement régional du matériel
 GC : Groupe de chasseurs
 GI : Groupement d'instruction
 GMR : Groupement des moyens régionaux
 RA : Régiment d'artillerie
 RC : Régiment de cuirassiers
 RCC : Régiment de chars de combat
 RCH : Régiment de chasseurs
 RCR : Régiment de circulation routière
 RCS : Régiment de commandement et de soutien
 RD : Régiment de dragons
 RG : Régiment de génie
 RGA : Régiment de génie de l'air
 RH : Régiment de hussards
 RHC : Régiment d'hélicoptères de combat
 RAMA : Régiment d'artillerie de marine
 RIMA : Régiment d'infanterie de marine
 RICM : Régiment d'infanterie de chars de marine
 RPIMA : Régiment parachutiste d'infanterie de marine
 RT : Régiment de transmission
 RT : Régiment du train
 RMT : Régiment de marche du Tchad (Monthéry)
 RS : Régiment de sahariens
 BMGL : Bataillon mixte génie-légion (Larzac)
 BCA : Bataillon de chasseurs alpins

barre des 4 % du PIBm (produit intérieur brut marchand). Là, les généraux ne s'en prennent pas seulement aux soldats. Ils montent au nom de toute la droite une véritable provocation contre l'ensemble du mouvement ouvrier dans la mesure où leurs exigences budgétaires signifieraient une politique d'austérité imposée aux travailleurs pour dégager les moyens d'une augmentation massive des crédits de guerre. Partant, le gouvernement se trouve placé devant un choix crucial : céder aux exigences des généraux ou satisfaire les revendications légitimes des soldats et des travailleurs ; plus le temps passe, plus il sera difficile de se dérober.

C'est dans ce contexte que doit être appréciée la politique de Charles Hernu qui semble désormais vouloir aller au devant des exigences des généraux de droite en prenant une série de mesures qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Elles pourraient bien servir, en revanche, à justifier une proposition de budget militaire pour 1983 et une programmation budgétaire pour les années suivantes, d'un coût social et politique inacceptable pour les travailleurs. Au chapitre de ces mesures, il faut notamment relever l'augmentation de 50 % des effectifs fournis à la gendarmerie par le contingent ; l'augmentation massive des journées passées sur le terrain par les unités au profit d'un renforcement de la défense opérationnelle du territoire dont on sait qu'elle sert de prétexte à Giscard pour « quadriller » le pays contre un hypothétique « ennemi intérieur » ; un renforcement du dispositif de coopération militaire et d'assistance à plusieurs Etats africains qui perpétue la politique de domination de l'impérialisme français sur ces pays. Autant ce choix qui, parallèlement à l'offensive budgétaire de la droite et des généraux, aboutissent à une conclusion logique : le prochain débat budgétaire d'automne à l'Assemblée prendra cette année une importance particulière. Les échéances ainsi fixées, comment le mouvement des soldats et ceux qui le soutiennent dans le mouvement ouvrier peuvent-ils s'y préparer ?

Pour l'heure, le mouvement pétitionnaire à l'intérieur des casernes est toujours dans sa phase ascendante. Il a devant lui de belles réserves si l'on considère le nombre d'unités où la pétition circule et où l'on est loin d'avoir fait le plein, à tel point qu'il n'est plus utopique d'envisager l'objectif sans précédent des 10 000 signatures. La répression qu'ont essuyé

les soldats apparus à visage découvert dans les initiatives publiques du collectif de campagne, pour scandaleuse qu'elle soit, est restée limitée et n'a en rien entamé leur détermination. Le plus souvent, la récolte massive des signatures a amené les soldats les plus combattifs à prendre leurs affaires en main, à s'organiser pour faire circuler la pétition ou pour déjouer le piège de la répression. C'est un fait incontestable : le mouvement organisé des soldats sort sensiblement renforcé de cette première phase de la campagne. C'est vrai localement, cela peut l'être demain nationalement si les soldats trouvent à l'extérieur des casernes les appuis indispensables pour centraliser eux-mêmes leur lutte à un niveau supérieur à celui que peut assumer le collectif de campagne aujourd'hui. Une nouvelle étape de construction du mouvement des soldats pourrait venir à l'ordre du jour plus vite qu'on ne le pense généralement si une riposte ouvrière d'ampleur à l'austérité et au budget militaire se met en place dès la rentrée de septembre. C'est en tous cas un problème qui interpelle désormais l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques. La LCR pour sa part entend contribuer, aux côtés des JCR qui ont souvent joué un rôle important dans le déclenchement de ces mobilisations, à deux objectifs complémentaires : le développement du mouvement de masse unitaire dans les casernes autour de la pétition qu'elle soutient totalement. L'affirmation dans la jeunesse et parmi les soldats d'une alternative révolutionnaire aux atermoiements ou aux capitulations des dirigeants réformistes.

LE DEBAT SUR L'UNITE SYNDICALE DANS LES ANNEES TRENTES

En mars 1936 se tenait à Toulouse le congrès de fusion entre les deux onfédérations syndicales séparées depuis 1921, la CGT et la CGTU. Cette réunification syndicale avait été précédée par un débat dans les organisations ouvrières, particulièrement pendant l'année 1931.

Ce débat, dans lequel intervint Léon Trotsky, est particulièrement riche et utile pour les militants révolutionnaires d'aujourd'hui et pour tous ceux qui aspirent à l'unification du mouvement syndical en France.

Pour comprendre ce débat et en tirer des enseignements pour la situation présente, il convient de marquer brièvement les différences intervenues dans la configuration du mouvement ouvrier.

Voulue et organisée fondamentalement par les réformistes en 1921, la scission syndicale séparait deux organisations issues du même tronc commun, la CGT d'avant 1914. Aujourd'hui, l'unification syndicale impliquerait des organisations dont l'une des principales, la CFDT, n'a pas de racines dans la CGT puisque son origine se situe extérieurement, dans le syndicalisme chrétien dont elle s'est progressivement détachée.

Au début des années trente, le mouvement ouvrier est divisé en deux grands courants, l'un réformiste avec la CGT et la SFIO, l'autre révolutionnaire. Malgré ses erreurs gauchistes et aventuristes, malgré son régime interne déjà fortement bureaucratique, le PC est encore

à cette époque un parti révolutionnaire ouvertement opposé à la société bourgeoise. A travers la CGTU, il a gagné à lui bon nombre des militants syndicalistes révolutionnaires issus de la vieille CGT d'avant 1914. A ce moment, Léon Trotsky et l'opposition de gauche luttent pour le redressement des PC, pour le redressement de la III^e Internationale. Ils ne s'orienteront vers la construction de la IV^e Internationale et la construction de nouveaux partis révolutionnaires qu'après l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler, défaite aux répercussions immenses dans laquelle les responsabilités de Staline et de la III^e Internationale furent écrasantes.

Ces considérations relevées, sur le fond de la question discutée, les positions des marxistes révolutionnaires n'ont pas varié ; leur lutte pour le front unique de la classe ouvrière, et pour cette forme particulière de front unique qu'est l'unité syndicale organique, se poursuit aujourd'hui. Le combat pour l'unité d'action des confédérations syndicales et, au de-là, pour leur unification en une centrale unique et démocratique des travailleurs reste d'une actualité brûlante. La nouvelle situation politique ouverte en France et la division qui prévaut à l'occasion de ce 1^{er} Mai 1982 — alors même que la réaction refait ses forces et relève la tête — en soulignent davantage encore la force et l'urgence. ■

PARIS, le 9 novembre 1930, vingt-deux militants syndicalistes (six CGT, sept autonomes, huit CGTU, en fait vingt et un) rendent publique une déclaration : « Pour reconstruire l'unité syndicale. » Parmi les signataires de ce manifeste dit des vingt-deux : Dumoulin, Monatte, Chambelland, Piquemal... Considérant la gravité de la situation internationale et nationale, « ils ont convenu qu'après dix années de duel fratricide, il fallait faire effort pour mettre fin à la division des forces syndicales.

« Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une centrale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte de classes et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques...

« Ils précisent que chacun devra rester fermement attaché à son organisation syndicale propre, sans arrière-pensée comme sans manœuvre... »

Chambelland écrit le lendemain dans *le Cri du peuple* : « Ce n'est pas un lumignon qui s'est allumé dimanche, mais une grande flamme. » Les réactions à ce manifeste présentent un grand intérêt : chaque courant du mouvement ouvrier s'est trouvé contraint de justifier, de préciser sa position sur la question de l'unité syndicale. Nous examinerons les premières réactions, l'évolution de la situation jusqu'aux congrès confédéraux de la fin 1931, la question de l'unité à ces congrès, puis les conditions qui ont conduit à la réunification effective en 1935-36.

Les premières réactions au manifeste des vingt-deux

DANS LA CGT :

L'appel n'est entendu que par une petite minorité composée surtout de membres de l'enseignement (SNI).

Zyromski (gauche), dans *le Populaire* du 2 décembre, estime qu'il est urgent d'examiner si des « *accords circonstanciels* » ne pourraient pas être conclus entre la CGT et le PS ; il rappelle que la CGT n'englobe pas tout le mouvement syndical de classe, que *le Populaire* suit avec attention le mouvement syndicaliste révolutionnaire dans la CGTU : « *Tout ce qui peut affaiblir le syndicalisme de secte "bolchévik" sert l'unité syndicale.* »

CHEZ LES AUTONOMES :

Il s'agit surtout de la fédération des fonctionnaires où l'écho est important, et qui tient son congrès le 30 novembre 1930 ; elle considère comme positif le lancement du manifeste, mais insiste sur trois points : — le mouvement ne doit pas aboutir à de nouvelles scissions, chacun doit rester dans son organisation ; — la CGT unique ne peut résulter que de la fusion des deux centrales actuellement opposées, et ne peut pas être une nouvelle centrale ; — la Charte d'Amiens appelle, révision, surtout sur la possibilité d'accords circonstanciels partis-syndicats.

Monmousseau, le dirigeant de la CGTU invité au congrès, cherche à diviser les vingt-deux en posant à Piquemal, le secrétaire, et un des signataires, des questions sur l'unité, le front unique, Moscou, Genève... Piquemal répond qu'il est d'accord avec la définition de l'unité donnée par Monmousseau ; oui, nous sommes pour l'unité d'action, pour le front unique ; mais pourquoi le Cartel CGTU ne répond-il pas à nos propositions ? Oui, nous défendons la Révolution russe malgré ses erreurs. Non, nous ne sommes pas d'accord sur la question de l'indépendance syndicale. Ces positions sur l'unité, sur l'URSS irritent une partie des vingt-deux. Guérin a estimé que le tiers autonome était en coquetterie avec le PC, que la pression stalinienne s'exerçait à travers les vingt-deux. Mais il manque une démonstration plus solide.

A LA CGTU, AU PC :

Un courant puissant pour l'unité agite les fédérations suivantes de la CGTU : alimentation, ports et docks, livre, transports, cheminots. Ceci s'explique en bonne partie par l'atmosphère irrespirable de la confédération ; la direction redouble de violence contre les vingt-deux : c'est une bonne occasion de se débarrasser des « scories », des « contre-révolutionnaires ».

Dès le 12 novembre, Sémard, à propos du congrès des cheminots, dans *l'Humanité*, définit des vingt-deux comme « *l'unité dans la trahison du mouvement révolutionnaire, par la destruction de la CGTU, la rentrée dans la CGT* ». Claveri, le trésorier de la CGTU, dans la *Vie ouvrière* du 14 novembre, annonce que le prolétariat répondra comme Cambronne aux briseurs de grève, saboteurs de la CGTU, scissionnistes... Monmousseau donne son point de vue dans *l'Humanité* du 22 novembre, avec le titre suivant : « *Sous le drapeau de l'indépendance syndicale, unité de renégats, unité de trahison !* » ; « *L'unité qu'ils viennent de réaliser (les vingt-deux), c'est l'unité des renégats éparpillés au cours de ces dix années à chaque étape de la lutte révolutionnaire. Cette unité-là, c'est l'unité de l'Union sacrée aux pieds du capital... C'est une tentative de scission... Il était normal que l'ex-révolutionnaire Monatte se retrouvât un jour dans un bistrot, la main dans la main du traître Dumoulin.* » En résumé :

Le Peuple, organe officiel de la CGT, ne le reproduit pas ; il publie, le 19 novembre, un article de Savoie (le secrétaire de la Fédération de l'alimentation) qui rappelle la conception de la direction confédérale : « *Ceux qui ont connu la porte pour sortir doivent connaître le chemin pour rentrer dans l'unique CGT.* » L'unité est en train de se réaliser au sein de la CGT qui compte 850 000 adhérents fin 1930 (selon Savoie), tandis que la CGTU se désagrège (300 000 ?) : il suffit de laisser faire. Savoie rappelle qu'avant l'affaire des vingt-deux, début octobre, la rédaction du *Populaire* (journal du PS) avait chargé un de ses rédacteurs (Loriot) de faire une enquête auprès de divers militants syndicalistes sur l'unité syndicale. La direction de la CGT avait condamné « *une tentative incontestable d'ingérence du PS...* » L'enquête avait été abandonnée ; Loriot avait protesté dans le *Cri du peuple* du 5 novembre et souhaité que la gauche du PS définisse — contre la CGT collaborationniste — une politique syndicale fondée sur la lutte des classes. Savoie accuse : « *Il s'agit de faire entrer en bloc et rapidement des autonomes, des unitaires minoritaires de la CGTU, d'empêcher qu'ils ne soient obligés d'y entrer en ordre dispersé...* » *Le Peuple* du 23 novembre publie la déclaration de la CA de la CGT adoptée le 23 novembre, c'est un rappel de la « doctrine constante » sur la question : « *L'unité ne peut être réalisée qu'à la base, c'est-à-dire dans chaque syndicat confédéré.* » Une recommandation est adressée aux UD : « *Les UD n'ont pas à prendre part aux manifestations de certaines personnalités qui ont de tout temps cherché à se faire valoir en créant la confusion dans les organisations régulièrement constituées.* » Dans le *Soir* du 27 novembre, Glay (du SNI) appelle à la défense de la « citadelle confédérale ».

DANS LE PS :

Le Populaire du 15 novembre publie la déclaration des vingt-deux ; Blum justifie la publication pour des raisons d'information et du fait de l'importance de la question : « *L'unité corporative est plus nécessaire encore que l'unité politique* » ; mais Blum dit son désaccord avec les vingt-deux : pour lui, l'unité ne peut être réalisée que dans le cadre confédéral.

Renaudel (droite du PS) considère que la publication de l'appel dans *le Populaire* constitue une ingérence dans la CGT ; surtout : « *Imaginer que Moscou, qui commande, puisse accéder à l'idée d'unité et permettre à ses adeptes de poursuivre des pourparlers de réalisation, c'est jouer avec l'erreur.* »

« Nous voulons l'unité sur la plate-forme de la CGTU et sous la direction du PC. »

DANS L'OPPOSITION UNITAIRE :

Cette opposition interne à la CGTU s'appuie surtout sur la Fédération de l'enseignement : elle est animée par des militants « communistes » en rupture avec le stalinisme ; elle est en désaccord avec la « Ligue syndicaliste » qui met l'accent sur l'indépendance et l'unité syndicale, la Charte d'Amiens. Des militants trotskystes en font partie, début 1930, elle s'exprime dans *la Vérité*.

Une résolution sur l'unité a été adoptée à sa conférence du 28 décembre. L'OU (opposition unitaire) rejette toute conception de l'unité syndicale qui fait de celle-ci un but en soi, un talisman capable de sortir la classe ouvrière de son marasme ; elle estime que les vingt-deux, en se référant à la Charte d'Amiens retranchent tout un tronçon de l'unité, le tronçon révolutionnaire ; « *L'indépendance du syndicalisme ne peut avoir d'autre signification que la liberté de choisir, suivant les règles de la démocratie, entre les solutions qui lui sont soumises...* »

« *L'OU considère plutôt comme seules vraiment unitaires les propositions antérieures de la CGTU portant la convocation d'un congrès de fusion sur la reconnaissance préalable des trois points fondamentaux suivants : pratique de la lutte des classes, démocratie syndicale par la souveraineté des assemblées syndicales à tous les degrés, liberté d'opinion.* » Enfin, « *l'action commune ou front unique de volonté et de lutte... comme condition préalable à l'unité d'organisation* ». Une motion du syndicat du Maine-et-Loire de la Fédération unitaire de l'enseignement considère que l'unité syndicale paraît impossible actuellement, qu'il y a du danger à faire une campagne sentimentale pour l'unité (risques de division) : « *Ce qui apparaît réalisable présentement, ce n'est pas l'unité syndicale, mais une unité de classe aussi large que possible...* »

LA LIGUE COMMUNISTE :

La Ligue prend position par un article intitulé : « *Qu'est-ce que le manifeste d'unité des syndicalistes révolutionnaires ?* », publié dans *la Vérité* du 21 novembre 1930 : le but du manifeste est de regrouper tous ceux qui sont décidés à « *secouer la tutelle* » communiste, à quitter la CGTU pour rejoindre Jouhaux ; l'article s'en prend à la Charte d'Amiens qui est devenue le paravent du réformisme : « *La réalisation formelle de l'unité avec les réformistes, sans programme, pour la simple vertu de l'unité "en soi", cela ne peut avoir actuellement d'autre sens qu'une capitulation des révolutionnaires devant les réformistes* »... « *Au mot d'ordre mensonger de l'unité syndicale avec Dumoulin, nous opposons le mot d'ordre du front unique révolutionnaire* »... Comme les réformistes rendent impossible l'unité syndicale, nous luttons avec le mot d'ordre de front unique pour gagner les ouvriers à la CGTU...

TROTSKY :

Le 5 décembre 1930, Trotsky écrit : « *Monatte a franchi le rubicon* » (publié dans *la Vérité* du 19). Pour Trotsky, « *Monatte s'est rallié, avec Dumoulin, contre le communisme, contre la révolution d'Octobre, contre la révolution prolétarienne en général...* » Rien n'est plus

dégoûtant que les phraséologie des philistins qui représentent les choses comme un pas des deux camps l'un vers l'autre au nom de l'unité : il s'agit du bloc des syndicalistes « indépendants » avec les agents déclassés de la bourgeoisie : « *Au seuil de la nouvelle période, Monatte rassemble les fatigués, les désabusés, les épuisés et les fait passer dans le camp de Jouhaux : tant pis pour Monatte, tant mieux pour la révolution.* »

Un an plus tôt, Trotsky avait dénoncé « *les fautes fondamentales du syndicalisme* » (21 octobre 1929). Monatte y était accusé de n'avoir retenu que deux idées de tout le trésor de la théorie et de la pratique de la lutte mondiale du prolétariat : l'autonomie syndicale et l'unité syndicale ; « *ces deux principes purs, il les a placés au-dessus de la réalité pécheresse* ». Ceci avait conduit Monatte à s'opposer à la dissolution du comité anglo-russe (comité syndical, créé en 1925, Trotsky considérait que les chefs des syndicats russes auraient dû rompre quand le conseil général des syndicats anglais avait brisé la grève en mai 1926 ; une des pierres de touche pour la constitution de l'opposition internationale). Daniel Guérin dit avoir été estomaqué par cet article de Trotsky ; mais il reconnaît que « *cet extra-lucide* » avait bien vu des signes de désillusion et de lassitude chez les initiateurs des vingt-deux, les conduisant dans les bras de Jouhaux...

Quel est le bilan, deux mois après le lancement du Manifeste ?

Monatte répond à Trotsky : « *Si vouloir à tout prix l'unité syndicale vous fait franchir le Rubicon, je dois avouer que je l'ai franchi depuis toujours. Trotsky se trompe terriblement. Il ne comprend rien à notre mouvement révolutionnaire occidental. Il ne voit pas que la bourgeoisie de ce pays ne craint rien tant que l'unité syndicale et que rien n'est plus indispensable à la classe ouvrière. Décidément, le bolchévisme est bien un phénomène russe...* »

Monatte conclut en janvier 1931 : « *L'unité syndicale ne sera possible que le jour où l'expérience du collaborationnisme et l'expérience du parti seront faites et bien faites. Que Dumoulin nous revienne après dix ans de vagabondage collaborationniste, c'est bon signe.* » Il revient en février sur la formule de Trotsky qui l'a qualifié d'allié peu sûr : « *S'il veut parler de moi personnellement, je lui souhaite de trouver à ses côtés beaucoup d'alliés aussi peu sûrs... S'il veut parler de l'alliance (...) du syndicalisme révolutionnaire et du bolchévisme (...), l'allié peu sûr, c'est le bolchévisme.* »

Monatte répond aussi à « l'opposition unitaire » qui récuse la Charte d'Amiens : l'opposition disait en juin 1930 que l'unité n'était pas réalisable ni souhaitable, puis en décembre qu'elle est une illusion et une chimère : « *Les militants centristes de l'enseignement se sont rapprochés des trotskystes par affinité de secte.* » En fait, selon Monatte, les dirigeants de la Fédération unitaire restent attachés au syndicalisme d'opinion : ils sont 5 000, et ne veulent pas l'unité avec le SNI qui compte 70 000 adhérents.

Mais le vrai problème des vingt-deux est posé dès le départ. Le 4 décembre 1930, Lorient écrit à Chambelland pour lui reprocher ses attaques contre Juin à la conférence de la minorité du 30 novembre 1930 : Juin, des cochers-chauffeurs, s'est déclaré partisan de l'unité syndicale dans les cadres de la CGT. Lorient, qui est lui-même passé de la Fédération unitaire de l'enseignement au SNI (CGT), prend vigoureusement sa défense ; il rappelle que de nombreux militants ont déjà résolu la question pour leur propre compte, affirme qu'il n'y aura pas de congrès de fusion, que l'unité s'imposera comme la conséquence naturelle de l'affaiblissement de la CGTU en pleine dégénérescence : Lorient veut une aile gauche pour redresser la CGT par étapes successives ; il reproche à Chambelland de faire du devoir de rester dans son organisation quelque chose d'impérieux.

Certes, Chambelland et Monatte combattent alors Juin dont la position ne pouvait que renforcer Jouhaux (l'unité se réalise d'elle-même), et Monmousseau (la minorité veut détruire la CGTU). Mais comme le dit très bien Guérin : le ver était dans le fruit ; les partisans du drapeau blanc hissé devant Jouhaux (formule de Guérin) ne vont pas désarmer et vont l'emporter. Guérin dit, s'agissant du tiers unitaire (les huit militants CGTU signataires de l'appel des 22) : « *Sous une apparence pourfendeuse, ils étaient à bout de nerfs.* »

La deuxième étape. Janvier - septembre 1931.

11 janvier 1931 : lancement du manifeste des 500, suite de la déclaration des vingt-deux. Cet appel critique la vieille CGT qui s'est détachée de la lutte de classes, puis la CGTU subordonnée à un parti politique. Il répond à deux questions :

— sur quelle base reconstruire l'unité ? D'abord sur le principe et sur la pratique de la lutte des classes. Ensuite sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis. L'indépendance ne saurait constituer une position d'hostilité... ;

— par quel moyen ? Par la tenue d'un congrès de fusion. Alors, chacun doit rester dans son organisation...

Par rapport au manifeste des vingt-deux, on note deux modifications : il n'y a plus la référence formelle à la Charte d'Amiens ; surtout, le congrès de fusion fait son apparition.

Le Populaire du 15 janvier 1931 publie cet appel ; Blum le commente : il récusé les critiques contre la CGT et rappelle que le crime des bolcheviks est d'« avoir entraîné la classe ouvrière dans une notion absurde et funeste de la révolution sociale ». Il apprécie qu'on s'adresse aux dirigeants, qu'on écarte les « tentatives d'unification par la base sur le modèle du front unique, les appels lancés aux masses contre les chefs... » Mais l'unité doit se réaliser dans la CGT, pas dans une nouvelle CGT ; surtout, l'obstacle de l'affiliation internationale lui paraît incontournable.

Dumoulin répond à Blum (dans *le Cri du peuple* du 21 janvier) en lui offrant ce que Monatte appelle « un bouquet de fleurs un peu trop gros » ; il considère qu'il y a une erreur commune de la CGT et de la CGTU : ni l'une ni l'autre ne font confiance à l'action ouvrière indépendante.

Zyromski (*Populaire* du 23 mars) ne voit pas l'argument profond que la CGT puisse invoquer contre le congrès de fusion : personne ne doit être contraint à capituler.

Jouhaux intervient directement pour rappeler que l'unité ne peut se rétablir qu'à la base, et que l'ISR (Internationale syndicale rouge) n'est qu'une internationale russe.

A LA CGTU :

L'Humanité consacre une pleine page à combattre l'appel des 500. L'unité ne peut être réalisée que dans la CGTU. Puis les dirigeants unitaires parlent (en mai) de convoquer un congrès pour la création d'une CGT unique de classe : les délégués à ce congrès seraient désignés dans les entreprises au cours de réunions groupant les syndiqués unitaires, confédérés, autonomes, chrétiens, avec des inorganisés. Pour atteindre ce but, on recommande l'application du front unique à la base représenté concrètement par les comités de lutte ; un dirigeant, Vassart, envisage cependant la possibilité de s'adresser aux dirigeants de la CGT dans certaines régions.

A L'EXTREME GAUCHE... TROTSKY :

Dans un article de *la Vérité* du 17 avril 1931, Trotsky développe ses positions sur la question de l'unité syndicale : le débat fait rage dans la Ligue. Il commence par réaffirmer la nécessité de l'indépendance complète du parti, « condition élémentaire de l'action révolutionnaire ». Il avait développé cet aspect dans : « *Les erreurs des éléments droitiers...* » en janvier. Il rappelle que la scission a été faite par les réformistes et que, jusqu'à présent, « *les communistes n'ont jamais et nulle part motivé la scission des syndicats par l'inadmissibilité principielle de travailler avec les réformistes dans les organisations de masse prolétariennes* ». Il faut noter que, dans le même numéro de *la Vérité*, un courant intitule sa contribution : « *Unité syndicale ? syndicats révolutionnaires !* » Trotsky prend l'exemple des soviets : « *Peut-on pourtant se présenter, ne fût-ce que pour un instant, la création de soviets communistes comme contrepoids aux soviets social-démocrates ? Ce serait tuer l'idée même de soviets.* » La question est de concilier la prise de position pour l'unité syndicale « avec l'appréciation du réformisme

comme l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste... Alors nous disons aux ouvriers non communistes et anticommunistes : « Vous croyez encore aujourd'hui aux chefs réformistes que nous considérons comme des traîtres. Nous ne pouvons ni ne voulons vous imposer par force notre point de vue. Nous voulons vous convaincre. Essayons donc de lutter ensemble et d'examiner les méthodes et les résultats de ces luttes (...) » Trotsky précise que cela signifie : « Pleine liberté des groupements au sein des syndicats unifiés où la discipline syndicale existe pour tous. » Il donne raison à la CE de la Ligue de mettre au premier plan le front unique : « C'est ainsi qu'on peut empêcher les réformistes et surtout leur agence gauchiste, les monattistes, d'opposer aux tâches pratiques de la lutte des classes le mot d'ordre formel d'unité. »

Mais attention : « Si, pour la période la plus proche, une politique active de front unique est la méthode principale de la stratégie syndicale des communistes français, ce serait néanmoins une erreur complète d'opposer la politique de front unique à celle de l'unité de l'organisation syndicale. Et dans ce domaine, nous restons fidèles aux principes essentiels de la stratégie marxiste : la combinaison de la lutte pour les réformes avec la lutte pour la révolution. »

Comment se pose alors la question de l'unité syndicale ? Les directions des confédérations se prononcent pour l'unité par en bas. « Les monattistes aident Jouhaux en substituant aux tâches de combat du mouvement ouvrier le seul mot d'ordre d'unité syndicale. En qualité de courtiers honnêtes, ils dirigent tous leurs efforts contre la CGTU afin de détacher d'elle le plus grand nombre possible de syndicats, les grouper autour d'eux, et entamer ensuite des pourparlers sur un pied d'égalité avec la confédération réformiste. »

Dans ces conditions, il n'y a aucune raison de renoncer au mot d'ordre d'un congrès de fusion, au contraire. La CGTU doit dire : « Nous proposons de préparer et de convoquer dans un délai déterminé un congrès de fusion sur les bases de la démocratie syndicale. » Certains objecteront que les communistes seront minoritaires à ce congrès de fusion. Trotsky répond que l'unité entraînerait de suite une grande affluence de nouveaux membres, et que préférer « une grande majorité assurée dans une organisation étroite et isolée au travail oppositionnel dans une large et véritable organisation de masse, seuls des sectaires ou des fonctionnaires, mais non des révolutionnaires prolétariens le peuvent ».

Evidemment, il y a toute chance que Jouhaux refuse, de même que la direction de la CGTU. Alors, c'est une manœuvre ? Au meilleur sens du mot, oui. Trotsky explique qu'il n'y a pas de différence essentielle entre la politique de front unique et celle de la fusion des organisations syndicales : « La fusion des confédérations n'est autre chose qu'une forme de la politique de front unique, forme plus prolongée, plus large. » « On ne peut pas ajourner l'unité d'action jusqu'à l'unification... Mais cela n'exclut pas le devoir de poser hardiment, à un moment déterminé, bien choisi, la question de la fusion des confédérations (ou même de fédérations particulières) »

Alors comment ? « Pour la participation au congrès d'unité, nous ne posons, bien entendu, aucune condition de principe... Quand les courtiers de l'unité, qui n'ont pas honte des phrases à bon marché, disent que la confédération unitaire doit se baser sur le principe de la lut-

te des classes, etc., ils font alors dans l'intérêt des opportunistes de l'équilibre verbal... »

« Nous sommes prêts, à chaque moment, à nous mettre sur le terrain de l'unité syndicale, non pour 'corriger' (avec le secours de formules de charlatan) les mercenaires du capital, mais afin d'arracher les ouvriers hors de leur influence de traîtres. »

Enfin : « Les seules conditions que nous posons ont un caractère de garantie organisationnelle de la démocratie syndicale, tout d'abord de la liberté de critique pour la minorité, bien entendu, à condition qu'elle se soumette à la discipline syndicale... Nous ne demandons rien d'autre, nous ne promettons rien de plus. »

Concrètement : « Créer une commission paritaire pour la préparation du congrès. » La tâche de la Ligue est de pousser en avant le PC et la CGTU vers cette position.

Dans le *Bulletin de la gauche communiste* (organe d'un groupe scissionné de la Ligue communiste, appuyé par Rosmer), Patri expose ses divergences avec la Ligue communiste : « A l'échelle réduite et caricaturale, elle a reproduit les zigzags et la ligne qu'elle reproche verbalement au parti... Tour à tour contre et pour le congrès de fusion, et pour avec des mots d'ordre réduits, qui la placent objectivement à droite des vingt-deux... » Il accuse la Ligue d'avoir saboté l'opposition unitaire. Il développe deux points :

— Dumoulin a pris la tête d'une grande manœuvre de la gauche socialiste contre le communisme ;
— le congrès de fusion ne peut être que la consécration de l'unité : il faut d'abord l'unité d'action par le front unique (alors que Dumoulin subordonne l'unité d'action à l'unité d'organisation).

LA FEDERATION UNITAIRE :

A son congrès de Limoges, (août 1931), elle affirme ses convictions unitaires : elle rappelle qu'elle s'est opposée à la scission de 1921, qu'elle a proposé à de multiples reprises l'action commune au SNI... Mais elle met en garde contre les vertus excessives attribuées à l'unité, unité qui n'a pas empêché la CGT de sombrer dans le chauvinisme en 1914, unité qui n'a pas conduit à la victoire les ouvriers anglais, allemands, américains : « L'unité ne sera une force que si elle se réalise dans un véritable esprit de lutte de classes. » La motion réclame la liberté d'opinion, le droit imprescriptible aux diverses idéologies de s'affirmer au sein des organisations ; elle estime qu'il serait maladroit et anti-unitaire de fixer d'avance une orientation. Elle considère que la pratique de l'action commune constitue une bonne préparation à cette unité d'organisation dont l'échéance peut être fort lointaine.

La question de l'unité posée dans les congrès confédéraux

La conférence d'unité (des vingt-deux) du 28 juin 1931 a rédigé la résolution qui sera soumise aux congrès confédéraux. Retenons deux points : « L'unité doit être reconstituée sur les bases de l'indépendance du syndicalisme, de la pratique de la lutte de classes, de la démocratie syndicale et de la liberté d'opinion. » « Le congrès (CGT, CGTU) décide... qu'il y a lieu de partici-

per à un congrès national de reconstitution de l'unité... Il donne mandat au bureau et à la CA de se concerter pour mettre en place un comité d'organisation du congrès national de fusion... »

Le congrès de la CGT s'ouvre salle Japy le 15 septembre ; la préparation n'a guère provoqué de manifestation pour l'unité, sauf au SNI. Dumoulin défend avec éloquence la motion des vingt-deux qui ne rallie cependant que 132 syndicats ; 1887 votent contre, 70 s'abstiennent.

Des menaces de sanction sont formulées contre ceux qui poursuivraient la campagne pour l'unité.

La motion de la majorité est rapportée par Delmas, secrétaire du SNI : l'unité n'est possible que par la rentrée à la base des syndicalistes unitaires, à l'exclusion de toute discussion entre états-majors. Delmas estime qu'il s'agit là d'un texte d'esprit libéral reprenant l'idée de fusion à la base, sans conditions ni exclusives.

Jouhaux précise, complète, il appelle à des assemblées de fusion à la base : « *L'unité, elle se réalisera à la base. S'il y a demain, dans une commune quelconque, deux organisations de même profession qui veulent la réaliser, j'affirme qu'il n'y a pas ici une seule fédération qui se dressera contre l'assemblée de fusion entre les deux organisations, même si l'organisation dissidente est plus forte que l'organisation confédérée... Et si, l'unité étant en partie réalisée par cette voie, les organisations syndicales confédérées, dans un an, dans un délai quelconque, réclament, dans leur majorité, de la CGT un congrès extraordinaire pour sanctionner la fusion, le bureau et la CA n'ont pas autorité pour refuser ce qui est demandé par la majorité des organisations ouvrières.* »

Alors, les congressistes des vingt-deux — ayant consulté les « unitaires » Boville et Chambelland — donnent leur accord à la résolution Delmas, complétée par les déclarations de Jouhaux qui a très bien joué.

Monatte a estimé que cette motion de Japy faisait faire de grands pas à l'unité. Pour lui, tout dépend alors de la CGTU : « *Il suffit qu'elle dise que les fusions à la base prévues par la résolution de Japy ne seront pas limitées à quelques syndicats...* » Mais elle ne le dit pas ! Ceux qui, la veille, condamnaient les fusions partielles se rallient à la motion de Japy. Dumoulin dit sa joie et son allégresse dans *le Cri du peuple*.

Une fraction des vingt-deux, groupée autour de Piquemal, les Indirectes, désapprouve cet abandon ; le

mouvement des vingt-deux est scindé en deux tronçons : l'un préconisant la rentrée à la CGT, l'autre restant fidèle au congrès de fusion : fédération autonome, et quelques unitaires comme Charbit, du Livre, Engler, des Ports et Docks.

Le congrès de la CGTU (qui se tenait d'habitude au même moment) s'ouvre à Magic City en novembre. Monmousseau explique : « *Notre tactique de front unique ? Arracher à la social-démocratie la direction du mouvement ouvrier. Notre unité syndicale ? Arracher les masses ouvrières à l'influence réformiste.* » Les dirigeants ont la nette volonté de pousser dehors Chambelland, Boville, Rambaud... La motion dit que l'unité, sur la base de la lutte de classes, se réalisera par les comités d'unité.

La Fédération unitaire de l'enseignement (pour l'OU) oppose une motion sur l'unité comportant quatre conditions : « *Congrès de fusion globale, démocratie syndicale, liberté d'opinion, reconnaissance de la lutte des classes.* » Serret, défendant cette motion, précise ce qu'il entend par démocratie syndicale : souveraineté absolue des assemblées générales. Il revendique le droit d'organisation des tendances au sein du mouvement syndical : « *J'en arrive à un point plus délicat encore, à un point névralgique : je veux parler des fractions communistes. Nous déclarons que, dans la CGT reconstituée, tous les camarades sans exception, y compris les communistes, doivent avoir le droit d'entrer, même si, par le canal des fractions, ils reçoivent les ordres de leur parti. C'est absolument leur droit. S'ils mettent le communisme au-dessus du syndicalisme vous ne pouvez pas les en empêcher. Je suis précisément de ceux qui estiment que, si le syndicalisme se suffit à lui-même, il ne suffit pas à tout...* » Serret défend le congrès de fusion. Il estime que la motion du congrès de Japy est une redoutable manœuvre contre l'unité syndicale ; il critique la tactique de la direction de la CGTU, le refus de frapper à la porte des syndicats confédérés : « *N'oubliez pas que l'ouvrier, s'il demeure confédéré, c'est qu'il tient à son organisation syndicale ; il est donc maladroit et vain d'escompter qu'il méprisera le syndicat auquel il adhère.* » Il critique aussi le Comité des vingt-deux qui s'est jeté dans les bras de Jouhaux.

Serret revient sur la question dans un article de l'*Ecole émancipée* (EE) du 3 janvier 1932 : « *Pour hâter la venue (de l'unité syndicale), d'une part, et, d'autre part, pour réaliser la plus large union possible des travailleurs face aux menaces qui se précisent, nous disposons, à défaut de l'unité, d'une autre arme : le front unique !* » Il insiste sur la mise au point d'une tactique de front unique, de syndicat à syndicat, sur des objectifs précis, mobilisateurs, immédiats...

LA POSITION DE LA LIGUE :

Elle est exposée dans long article de la *Lutte de classes*, daté d'août 1931, mais publié après les congrès. Le fait que les congrès aient tourné autour de la question de l'unité signifie une nouvelle animation dans les rangs ouvriers, une des formes de l'effervescence ouvrière ; Jouhaux manœuvre en conséquence à gauche ; l'article reproduit une partie de la thèse adoptée au IV^e Congrès de l'Internationale communiste (IC) (novembre 1922) sur « *La lutte pour l'unité syndicale* ». Un post scriptum précise : « *La lutte pour l'unité syndicale offre une plate-forme sur laquelle les éléments révolutionnaires peuvent entraîner*

les ouvriers réformistes. Cela ne diminue en rien la nécessité d'organiser un front unique de lutte constant sur une base revendicative. Au contraire, c'est seulement sur cette base et à travers cette lutte que l'on trouvera la voie vers l'unité, que l'on fera reculer Jouhaux. »

Après le congrès, les pressions ont été vives à la CGTU pour se débarrasser de l'opposition : « *Quand on ouvre un abcès, l'organisme se débarrasse de ses impuretés... De même la CGTU...* » (Vassiliev, IC, 1^{er} octobre 1931). Début 1932 : des syndicats unitaires des cheminots, de l'alimentation, du tabac, des arsenaux suivent Rambaud, Chambelland, Boville... Le mouvement touche la Fédération unitaire de l'enseignement. Monatte condamne Piquemal, « *révolutionnaire immobile* » ; Piquemal reproche aux monattistes d'avoir lâché à mi-chemin.

La réunification syndicale : 1934-36

Jusqu'en février 1934, les positions n'évoluent pas, ou guère. Pour la CGT, la motion Japy est censée régler la question : elle refuse tout contact. Pour la CGTU, la réalité est plus complexe, même si le fond de l'orientation n'est pas mis en cause.

Au congrès de la CGTU de septembre 1933, Bouët, au nom de l'opposition, parle du confusionnisme le plus complet pour la période de 1931 à 1933 : — Il y a le cas particulier de pratique du front unique d'organisation à organisation, entre la Fédération autonome des fonctionnaires et le cartel unitaire (CGTU, Fonction publique).

— Il y a des appels de la direction de la CGTU à la direction de la CGT : le 14 mars 1933, une longue lettre est envoyée à la CGT, proposant, autour d'un programme ambitieux et amendable, l'unité d'action, prélude à l'unité syndicale.

— Il y a surtout un front unique rien qu'à la base, et les comités de lutte.

Bouët cite aussi le congrès d'Amsterdam contre la guerre (août 1932), suivi du congrès de Pleyel (juin 1933) : « *Ce front unique de la confusion, ce front unique sous la direction de Barbusse.* » Il faudrait situer tout ceci dans les « tentatives unitaires » du PC fin 1932-début 1933 : sur le fond, il y a poursuite de l'ancienne politique.

La Fédération unitaire de l'enseignement maintient ses positions, aussi bien sur le front unique que sur l'unité syndicale.

A titre d'exemple, voici ce qu'écrit Valière du front unique tel qu'il doit se pratiquer : « *Il y a place pour la tactique juste... le FU d'organisation à organisation sur un programme précis avec des mots d'ordre d'action acceptables pour la grande majorité de la base. Des propositions publiques du haut en bas de la hiérarchie syndicale sur des mots d'ordre adaptés, non aux réformistes, mais aux circonstances objectives et à l'état d'esprit des masses... La volaille à plumer n'a rien à voir...* » (EE du 30 avril 1933).

Serret (mai 1933) rappelle les positions de la Fédération unitaire : congrès de fusion, avec démocratie syndicale, liberté d'opinion, droit de fraction. Il admet que la formule « la pratique de la lutte de clas-

ses » manque de clarté, et qu'elle se trouve déjà dans les statuts ; mais il y tient pour des raisons de propagande, par souci de prendre date sur ce point en cas de difficultés ultérieures.

Le tournant de 1934

Le tournant s'esquisse en février 1934, prend forme à partir de juin. L'ébranlement est venu de la grève du 12 février, riposte syndicale au 6 février : la pression des masses a été telle que toutes les organisations ont lancé, de façon séparée, le mot d'ordre de grève générale du 12 février : le succès n'a fait que renforcer la volonté unitaire.

Dans la CGT, les partisans de l'unité se manifestent : Delmas (du SNI) estime que les événements de février 1934 (le danger fasciste) ont fait sortir le problème de l'unité syndicale des vaines discussions théoriques ; il déplore l'attitude toute de résistance négative adoptée par le bureau confédéral, position qui risquait de conduire à la désagrégation des forces.

A partir de février, la CGTU est en effet à l'initiative. Le CCN des 28-29 mars a mis au point la tactique des « syndicats uniques » : les adhérents des diverses organisations syndicales (et aussi les non-syndiqués) se regroupent dans un même syndicat de base sans quitter leur confédération d'origine, ayant ainsi une double affiliation. Il s'agit d'une forme plus élaborée des comités d'unité. La CGTU en compte 532 en décembre 1934, dont 402 chez les cheminots. La CGTU met donc en place ces syndicats uniques ; elle soutient l'opposition à l'intérieur de la CGT ; elle harcèle la CGT de bas en haut.

Le 13 juin 1934, la CGTU propose le front unique, vers l'unité syndicale. Racamond a eu l'occasion de préciser la nouvelle orientation à Valence, au congrès de l'union Drôme-Ardèche, le 1^{er} juillet : « *La direction confédérale veut l'unité syndicale complète de la base au sommet, entre toutes les centrales existantes, par le congrès de fusion, à condition que soit reconnue la liberté d'opinion et que soit respectée la démocratie syndicale.* » Il n'y a plus aucune autre condition, ni de programme, ni d'affiliation internationale.

Il s'agit de la traduction syndicale du tournant de l'IC, entraînant celui du PC. (Lettre du CE de l'IC du 11 juin au PC, conférence d'Ivry du 23 juin). PC et PS signent un pacte d'unité d'action en juillet 1934. Trotsky commente ainsi le tournant des bureaucrates dirigeant la CGTU : « *Leur tournant n'a rien de commun avec l'honnête acceptation du front unique révolutionnaire. Autant qu'il est possible de discerner dans leur jeu obscur, ils cachent deux manœuvres enchevêtrées, l'une plus large, qui correspond aux visées de la diplomatie soviétique, l'autre plus étroite et subordonnée, qui doit "donner satisfaction" aux aventuriers banqueroutiers du Komintern.* » Il s'agit de combattre deux risques concordants : l'isolement de l'URSS menacée et l'écrasement des PC. (Hitler a signé un pacte avec la Pologne, janvier 1934).

En août 1934, se tient le congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement à Montpellier ; une délégation est envoyée au congrès du SNI qui se tient à Nice au même moment, avec la proposition suivante : « *Le*

Le congrès de Montpellier accepte la fusion immédiate de la Fédération et du SNI dès le lendemain du CCN de la CGT qui doit se tenir le 5 octobre, si le CCN accepte l'organisation en commun avec la CGTU d'un congrès confédéral de fusion. Le congrès fédéral de fusion des forces de l'enseignement pourrait avoir lieu à Noël 1934, les garanties incluses dans la motion de Montpellier étant acceptées. »

Au lendemain de ce congrès, Dommanget, Serret, Aulas... rencontrent Trotsky qui veut les persuader de revenir sur la position de Montpellier, de se prononcer pour la fusion immédiate (le 8 août) ; il reprend ses arguments dans la lettre à Dommanget du 10 août : le danger fasciste est une réalité sinistre : « Nous sommes entre deux spasmes, voilà la clé de la situation. » En cas de victoire du fascisme, « notre fédération unitaire, avec ses trois mille membres, serait la première touchée par la réaction triomphante ». La fusion dans l'enseignement donnerait une poussée vigoureuse à l'unification totale : il faut la fusion immédiate. Mais il n'est pas suivi...

Au niveau des confédérations, les choses avancent vraiment en octobre 1934 ; le CCN de la CGT du 5 octobre 1934 a accepté de recevoir une délégation de la CGTU, conduite par Racamond, qui fait les propositions suivantes : représentation proportionnelle, indépendance à l'égard de la bourgeoisie et de son gouvernement, entière liberté d'appartenir au parti de son choix, élection immédiate d'une commission pour organiser et diriger la fusion, séance unique des deux comités confédéraux, congrès à Noël 1934. A ce CCN, le 6 octobre, Jouhaux prononce encore un réquisitoire contre l'unification. Mais il doit accepter l'ouverture de pourparlers qui commencent le 9 octobre. Il faudra encore un an, avec des ruptures, des reprises... Mentionnons seulement les points suivants :

La rencontre du 9 octobre a été une simple confrontation ; sous la pression de la fédérations des services publics, des cheminots... Jouhaux a dû accepter une nouvelle réunion le 23 janvier 1935. Mais entre temps, un article de Piatnitski, secrétaire de l'IC, a été publié dans les *Cahiers du bolchévisme* du 1^{er} novembre 1934, sur le problème des fractions. Les points de vue sont inconciliables : les confédérés refusent les fractions.

Mais la pression unitaire ne fait que se développer ; la crise est aggravée par la politique de déflation de Laval ; les fonctionnaires sont touchés ; les contacts se multiplient à la base ; les élections municipales

de mai 1935 accentuent le rapprochement des partis de gauche...

Le 2 mai 1935, est signé le traité franco-soviétique. Tout pèse dans le sens de l'unité, vers le Front populaire.

Le 6 juin, Gitton condamne les fractions dans *l'Humanité*, condamnation reprise le jour même par la commission exécutive de la CGTU ; les conversations reprennent le 27 juin... L'entrevue décisive a lieu le 24 juillet 1935, suivie d'une déclaration commune. La question de la proportionnelle est renvoyée : « Cette question ne relève pour son application que des décisions des assemblées et congrès dans lesquelles elle pourrait être posée... » Le 26 septembre, se tient la séance commune des deux congrès. La CCN de fusion a lieu le 28 janvier 1936 ; puis c'est le congrès de fusion à Toulouse, les 2-5 mars 1936. Au congrès de fusion, le grand débat concerne l'orientation, mais il faut aussi trancher sur les structures, le cumul des mandats, l'affiliation internationale.

EN CONCLUSION :

- Trois points nous paraissent devoir être retenus :
- l'orientation des vingt-deux a transformé leur bataille pour l'unité en manœuvre politique en faveur de Jouhaux ; il faut dire que la configuration syndicale s'y prêtait particulièrement ;
- la formulation du mot d'ordre d'unité syndicale par Trotsky est très simple : pour le congrès de fusion, avec garantie organisationnelle de démocratie ;
- il y a combinaison du mot d'ordre d'unité syndicale et des mots d'ordre d'unité d'action : pas de subordination, pas de contradiction, pas de succession obligée : il faut savoir saisir le moment où le mot d'ordre d'unité syndicale doit être mis en avant d'une façon plus pressante...

Le 20 mars 1982

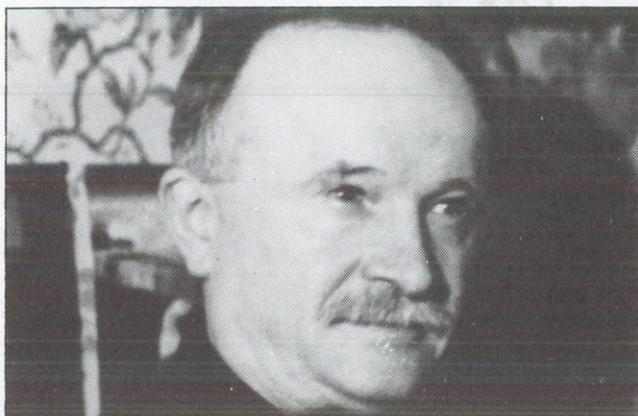
Quelques références

Les documents les plus importants se trouvent dans *la Révolution prolétarienne*, *le Cri du peuple*, en particulier pour la Ligue syndicaliste, avec Monatte, Chambelland, Rambaud. Dans *la Vérité*, dans *l'Ecole émancipée* et *l'Emancipation* (supplément à l'EE). Certains ont été publiés dans :

- *le Mouvement communiste en France (1919-1939)* Trotsky. Textes réunis par P. Broué, éditions de Minuit.
- *L'entre-deux-guerres, La lutte des classes en France (1926-1939)* P. Naville, EDI, Paris, 1975.
- *Le Syndicalisme dans l'enseignement, histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à l'unification de 1935* (t. III) ; présentation de P. Broué, collection « Documents de l'institut d'études politiques de Grenoble ».
- Mentionnons deux livres :
 - *Léon Jouhaux* (t. II), B. Georges, D. Tintant, A.-M. Renaud, PUF, 1979.
 - *Front populaire, révolution manquée*, Daniel Guérin, Maspero, 1970 (étudie les vingt-deux).
- Enfin, sur le tournant de l'IC et du PC en 1934, nous renvoyons aux ouvrages suivants :
 - *Le PCF, étapes et problèmes, 1920-1972*, Editions sociales, 1981, exposé de la position « moderne » du PC, qui présente ce parti comme le moteur du tournant !
 - *Histoire de l'Internationale communiste*, Pierre Frank, la Brèche, 1979
 - *Histoire intérieure du PCF* (t. I), Philippe Robrieux, Fayard 1980

Monatte Pierre (1881-1960). Syndicaliste révolutionnaire. Fondateur de « La Vie ouvrière ». A constitué le premier noyau de résistance à la guerre de 1914. Arrêté en 1920 pendant la grève des cheminots. Rédacteur à « l'Humanité » en 1922, adhère au PC en 1923 et rompt en 1924. Fonde la « Révolution prolétarienne », puis la « Ligue syndicaliste ». Fondamentalement attaché à l'unité et à l'indépendance syndicale. Membre de la CGT (livre), il répond à Trotsky : « Trotsky estime que je fus un "allié peu sûr". S'il veut parler de moi personnellement, je lui souhaite de trouver à ses côtés beaucoup d'alliés peu sûrs » (RP, février 1931).

Cliché pris dans des années trente et transmis par Colette Chambelland.



Chambelland Maurice (1901-1966). Membre du noyau de la « Révolution prolétarienne ». animateur du tiers « unitaire (CGTU) ». Il écrit dans « le Cri du peuple » du 12 novembre 1931 : « N'est-il pas temps de donner une expression au besoin, au désir d'unité qui dort dans le cœur de chaque ouvrier conscient ? »

Cliché pris dans les années trente et transmis par Colette Chambelland.



Leon Trotsky : « les seules conditions que nous posons (à l'unité syndicale) ont un caractère de garantie organisationnelle de la démocratie syndicale, tout d'abord de la liberté de critique pour la minorité, bien entendu, à la condition qu'elle se soumette à la discipline syndicale. Nous ne demandons rien d'autre et de notre part, nous ne promettons rien de plus. »

Contribution à la discussion

LEON TROTSKY

LA question de l'unité des organisations ouvrières n'a pas de solution unique, convenant pour toutes les formes de l'organisation et pour toutes les conditions.

La question se résout le plus catégoriquement pour le parti. Son indépendance complète est la condition élémentaire de l'action révolutionnaire. Mais même ce principe ne donne pas par avance une réponse toute faite aux questions : quand et à quelles conditions faut-il faire la scission ou, au contraire, l'unité avec un courant politique voisin ? De telles questions sont résolues chaque fois sur la base d'une analyse concrète des tendances et des conditions poli-

tiques. Le critère le plus élevé reste, en tout cas, la nécessité pour l'avant-garde du prolétariat organisé, le parti, de conserver sa pleine indépendance et son autonomie, sur la base d'un programme d'action défini.

Mais précisément une telle solution de la question quant au parti, non seulement admet mais, en règle générale, rend indispensable une attitude tout à fait autre quant à la question de l'unité des autres organisations de masse de la classe ouvrière : syndicats, coopératives, soviets.

Chacune de ces organisations a ses tâches et des méthodes de travail propres et, dans certaines limites, indépendantes. Pour le Parti communiste, toutes ces

organisations sont tout d'abord l'arène de l'éducation révolutionnaire des larges couches ouvrières et du recrutement des ouvriers avancés. Plus grandes sont les masses dans l'organisation donnée et plus larges sont les possibilités qu'elle fournit à l'avant-garde révolutionnaire. Voilà pourquoi, en règle générale, ce n'est pas l'aile communiste, mais l'aile réformiste qui prend l'initiative de la scission des organisations de masse.

Il suffit d'opposer la conduite des bolcheviks en 1917 à celle des trade-unions britanniques pendant les dernières années. Les bolcheviks non seulement restaient avec les mencheviks dans les syndicats communs, mais ils toléraient dans certains syndicats une direction mencheviste, même après la révolution d'Octobre bien que, dans les soviets, les bolcheviks avaient une majorité écrasante. Au contraire, les trade-unions britanniques, sur l'initiative des travailistes, chassent les communistes, non seulement du parti mais, dans la mesure du possible, même des trade-unions.

En France la scission dans les syndicats a aussi été la conséquence de l'initiative des réformistes, et ce n'est par hasard que l'organisation syndicale révolutionnaire, forcée de mener une existence indépendante, a pris le nom d'unitaire.

Est-ce que nous exigeons aujourd'hui que les communistes quittent les rangs de la CGT ? Aucunement. Au contraire : il faut renforcer l'aile révolutionnaire de la confédération de Jouhaux. Mais par cela même nous montrons que la scission de l'organisation syndicale n'est dans aucun cas pour nous une question de principe. Toutes ces objections principielles, ultra-gauchistes, qu'on peut formuler contre l'unité syndicale, s'appliquent tout d'abord à la participation des communistes dans la CGT. Cependant tout révolutionnaire qui n'a pas perdu le sentiment de la réalité doit reconnaître que la création des fractions communistes dans les syndicats réformistes, est une tâche extrêmement importante. Une des tâches de ces fractions doit être la défense de la CGTU devant les membres des syndicats réformistes. Cela ne peut être résolu qu'en démontrant que les communistes ne veulent pas la scission des syndicats, mais au contraire qu'ils sont prêts à tout moment à rétablir l'unité syndicale.

Si l'on admet pour un instant que la scission des syndicats est imposée par le devoir des communistes

d'opposer une politique révolutionnaire à celle des réformistes, alors on ne peut pas se limiter à la France seule ; il faut exiger que les communistes, indépendamment du rapport de forces, rompent avec les réformistes et constituent également leurs propres syndicats en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, etc. Dans certains pays, les partis communistes ont en effet pris ce chemin. Dans des cas particuliers, les réformistes ne laissent en effet pas d'autre issue. Dans d'autres cas, les communistes commettent une erreur manifeste, en tombant dans la provocation des réformistes. Mais, jusqu'à présent, les communistes n'ont jamais et nulle part motivé la scission des syndicats par l'inadmissibilité principielle de travailler avec les réformistes dans les organisations de masse prolétariennes.

Sans nous arrêter à l'organisation coopérative, dont l'expérience n'ajoutera rien d'essentiel à ce qui est dit ci-dessus, nous prendrons comme exemple les soviets. Cette organisation surgit dans une période historique des plus révolutionnaires, lorsque tous les problèmes se posent sur le tranchant du couteau. Peut-on pourtant se présenter, ne fût-ce que pour un instant, la création de soviets communistes comme contrepoids aux soviets social-démocrates ? Cela signifierait tuer l'idée même des soviets. Au début de 1917, les bolcheviks sont restés dans les soviets en tant que minorité insignifiante. Pendant des mois — et dans une période où les mois comptaient pour des années, sinon pour des décades —, ils ont toléré une majorité conciliatrice dans les soviets, bien que, dans les comités d'usine, ils représentaient déjà une majorité écrasante. Enfin, même après la conquête du pouvoir, les bolcheviks ont toléré les mencheviks au sein des soviets, tant que ces derniers représentaient une certaine partie de la classe ouvrière. Ce ne fut que lorsque les mencheviks se furent définitivement compromis et isolés, en se transformant en une clique, que les soviets les jetèrent hors de leur sein.

En Espagne où, dans un proche avenir, le mot d'ordre des soviets pourrait déjà être mis pratiquement à l'ordre du jour, la création même des soviets (juntas), à la condition d'une initiative énergique et hardie des communistes, n'est pas à concevoir autrement que par la voie d'un accord organisationnel technique avec les syndicats et les socialistes sur le mode et le délai d'élection des députés ouvriers. Mettre en avant, dans ces conditions, l'idée de l'inadmissibilité du travail avec les réformistes dans les organisations de masse aurait été une des formes les plus désastreuses du sectarisme.

* * *

Comment donc concilier une telle attitude de notre part envers les organisations prolétariennes dirigées par les réformistes avec notre appréciation du réformisme comme l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste ? Cette contradiction n'est pas formelle, mais dialectique, c'est-à-dire découlant de la marche même de la lutte des classes. Une partie considérable de la classe ouvrière (sa majorité dans une série de pays) rejette notre appréciation du réformisme ; dans d'autres pays, elle n'a pas encore abordé cette question. Tout le problème consiste précisément à amener ces masses à des conclusions révolutionnaires sur la base de notre expérience commune avec elles. Nous disons aux ouvriers non communistes et anticommunis-

tes : « Vous croyez encore aujourd'hui aux chefs réformistes que nous considérons comme des traîtres. Nous ne pouvons ni ne voulons vous imposer par force nos points de vue. Nous voulons vous convaincre. Essayons donc de lutter ensemble et d'examiner les méthodes et les résultats de ces luttes ». Cela signifie : pleine liberté des groupements au sein des syndicats unifiés où la discipline syndicale existe pour tous.

Une autre position principielle ne peut nullement être proposée.

* * *

La CE de la Ligue met actuellement, à juste titre, la question du front unique au premier plan. C'est ainsi seulement qu'on peut empêcher les réformistes et surtout leur agence gauchiste, les monattistes, d'opposer aux tâches pratiques de la lutte des classes le mot d'ordre formel d'unité. Vassart, comme contrepoids à la ligne officielle stérile, a mis en avant l'idée du front unique avec les organisations syndicales locales. Cette manière de poser la question a ceci de vrai que, pendant les grèves locales, il arrive d'avoir surtout à faire avec des syndicats locaux et avec des fédérations particulières. Il est également vrai que les chaînons d'en bas de l'appareil réformiste sont plus sensibles à la pression des ouvriers. Mais il serait faux de faire une différence principielle quelconque entre les accords avec les opportunistes locaux et ceux avec leurs chefs. Tout dépend des conditions du moment, de la force de pression des masses, et du caractère des tâches qui sont à l'ordre du jour.

Il s'entend de soi-même que nous ne posons aucunement l'accord avec les réformistes soit localement, soit centralement comme condition indispensable et préalable de la lutte dans chaque cas particulier. Nous ne nous orientons pas d'après les réformistes, mais d'après les circonstances objectives et l'état d'esprit des masses. De même, quant au caractère des revendications mises en avant. Il serait funeste que nous nous engagions à l'avance à accepter le front unique d'après les conditions des réformistes, c'est-à-dire sur la base des revendications minima. Les masses ouvrières ne se lèveront pas pour la lutte au nom de revendications qui leur sembleraient fantastiques. Mais, d'autre part, si les revendications sont d'avance trop restreintes, alors les ouvriers peuvent se dire : « Le jeu n'en vaut pas la chandelle. »

La tâche ne consiste pas à proposer chaque fois formellement aux réformistes le front unique, mais à le leur imposer à des conditions qui répondent le plus possible à la situation. Tout cela exige une stratégie active et manœuvrière. Toutefois, il est incontestable que c'est notamment et seulement par cette voie que la CGTU peut jusqu'à un certain point adoucir les conséquences de la scission des masses entre les deux organisations syndicales, rejeter la responsabilité de la scission sur ceux à qui elle incombe véritablement et mettre en avant ses propres positions de lutte.

La particularité de la situation en France présente cette circonstance que deux organisations syndicales y existent séparément depuis quelques années. En présence des reflux du mouvement pendant les dernières années, on s'est habitué à la scission, bien souvent on l'a tout simplement oubliée. Cependant on pouvait prévoir que la ranimation dans les rangs de la classe ouvrière ferait revivre infailliblement le mot d'ordre de l'unité de l'organisation syndicale. Si l'on tient

compte que plus des 9/10 du prolétariat français se trouvent hors des syndicats, il devient clair que, cette ranimation s'accroissant, la pression des inorganisés augmentera. Le mot d'ordre de l'unité n'est autre chose qu'une des premières conséquences de cette pression. Par une juste politique, cette pression doit être en faveur du PC et de la CGTU.

Si, pour la période la plus proche, une politique active de front unique est la méthode principale de la stratégie syndicale des communistes français, ce serait néanmoins une erreur complète d'opposer la politique du FU à celle de l'unité de l'organisation syndicale.

Il est tout à fait incontestable que l'unité de la classe ouvrière ne pourra être réalisée que sur une base révolutionnaire. La politique du FU est un des moyens de libération des ouvriers de l'influence réformiste et mène en fin de compte à l'unité véritable de la classe ouvrière. Nous devons inlassablement expliquer cette vérité marxiste aux ouvriers avancés. Mais une perspective historique, même la plus juste, ne peut pas remplacer l'expérience vivante des masses. Le parti est l'avant-garde, mais dans son travail, surtout syndical, il doit pouvoir se pencher vers l'arrière-garde. Il doit, en fait, démontrer aux ouvriers — une, deux et même dix fois s'il le faut — qu'il est prêt à n'importe quel moment à les aider à reconstituer l'unité de l'organisation syndicale. Et, dans ce domaine, nous restons fidèles aux principes essentiels de la stratégie marxiste : la combinaison de la lutte pour les réformes avec la lutte pour la révolution.

Quelle est aujourd'hui l'attitude des deux confédérations syndicales envers l'unité ? Aux larges milieux d'ouvriers, elle doit paraître tout à fait identique. En vérité, les couches administratives des deux organisations ont déclaré que l'unification ne peut être conçue que « par le bas » sur la base des principes de l'organisation donnée. En se couvrant du mot d'ordre de l'unité par en bas, emprunté à la CGTU, la confédération réformiste exploite l'oubli de la classe ouvrière et l'ignorance de la jeune génération qui ignore complètement l'œuvre scissionniste de Jouhaux. Dumoulin et les monattistes aident Jouhaux en substituant aux tâches de combat du mouvement ouvrier le seul mot d'ordre d'unité syndicale. En qualité de courtiers honnêtes, ils dirigent tous leurs efforts contre la CGTU afin de détacher d'elle le plus grand nombre possible de syndicats, les grouper autour d'eux et entamer ensuite des pourparlers sur un pied d'égalité avec la confédération réformiste.

Pour autant que je puis se juger ici, d'après les matériaux que je possède, Vassart s'est prononcé pour que les communistes eux-mêmes mettent en avant le mot d'ordre d'un congrès d'unification des deux confédérations syndicales. Cette proposition fut catégoriquement rejetée ; quant à son auteur, il fut accusé d'être passé sur la position de Monatte. Faute de données, je n'ai pas la possibilité de me prononcer à fond sur cette discussion. Mais je considère que les communistes français n'ont aucune raison de renoncer au mot d'ordre d'un congrès de fusion. Au contraire.

Les monattistes disent : « Les premiers aussi bien que les seconds sont des scissionnistes. Nous seuls sommes pour l'unité. Ouvriers, soutenez-nous. » Les réformistes répondent : « Nous, nous sommes pour l'unité par en bas », c'est-à-dire que « nous » permettons généreusement aux ouvriers de rejoindre notre

organisation. Que doit dire, à ce sujet, la confédération révolutionnaire ? « Ce n'est pas en vain que nous nous appelons confédération unitaire. Nous sommes prêts à réaliser l'unité de l'organisation syndicale, même aujourd'hui. Mais pour cela les ouvriers n'ont nullement besoin de courtiers suspects qui n'ont derrière eux aucune organisation syndicale et qui se nourrissent de la scission, comme les vers d'une plaie purulente. Nous proposons de préparer et de convoquer dans un délai déterminé un congrès de fusion sur les bases de la démocratie syndicale. »

Cette manière de poser la question aurait immédiatement coupé l'herbe sous les pieds des monattistes, qui sont un groupement tout à fait stérile politiquement, mais qui sont capables d'apporter une grande confusion dans les rangs du prolétariat. Mais cette liquidation du groupe de courtiers ne nous coûterait-elle pas trop cher ? On objectera que, dans le cas où les réformistes consentiraient à un congrès d'unité, les communistes y seraient en minorité et la CGTU aurait cédé la place à la CGT.

Une telle considération ne peut sembler persuasive qu'à un bureaucrate syndical de gauche qui lutte pour son « indépendance » tout en perdant de vue les perspectives et les tâches du mouvement entier. L'unité des deux organisations syndicales, même si l'aile révolutionnaire reste provisoirement une minorité, s'avérerait dans un court laps de temps favorable précisément au communisme et seulement au communisme. L'unité de la confédération entraînerait de suite une grande affluence de nouveaux membres. Grâce à cela, l'influence de la crise se refléterait au sein des syndicats d'une façon plus profonde et plus décisive. L'aile gauche aurait pu déclencher au sein des nouvelles vagues montantes une lutte décisive pour la conquête de la confédération unifiée. Préférer une majorité assurée, dans une organisation syndicale étroite et isolée, au travail oppositionnel dans une large et véritable organisation de masse, seuls des sectaires ou des fonctionnaires, mais non des révolutionnaires prolétaires, le peuvent.

Pour un marxiste qui réfléchit, il est tout à fait évident qu'une des raisons qui ont contribué aux fautes monstrueuses de la direction de la CGTU était due à cette situation où des gens tels que Monmousseau, Sémard et autres, sans préparation théorique et sans expérience révolutionnaire, se sont immédiatement avérés comme les « maîtres » d'une organisation indé-

pendante et avaient, par conséquent, la possibilité de faire sur elle des expériences sous les ordres de Lovovsky, Manouisky et Cie. Il est incontestable que si les réformistes n'étaient pas parvenus autrefois à scissionner la confédération, Monmousseau et Cie auraient dû compter avec de plus larges masses. Ce seul fait aurait discipliné leur aventurisme bureaucratique. Voilà pourquoi les avantages de l'unité auraient été actuellement incommensurablement plus grands que les désavantages. Si, au sein de la confédération unifiée, embrassant environ un million d'ouvriers, l'aile révolutionnaire restait pendant un ou deux ans une minorité, ces deux années auraient été incontestablement plus fructueuses pour l'éducation non seulement des communistes-syndicalistes, mais pour le parti tout entier, que cinq ans de zigzags « indépendants » dans la CGTU s'affaiblissant de plus en plus.

L'initiative de la CGTU, l'attention des plus larges couches ouvrières, et tout d'abord celle des ouvriers confédérés, doit être pendant.

Non, ce n'est pas nous, mais les réformistes qui doivent craindre l'unité syndicale. S'ils consentent à un congrès d'unité — non en paroles mais en fait — cela créerait la possibilité de sortir le mouvement ouvrier en France de l'impasse. Mais c'est justement pour cela que les réformistes n'y consentiront pas.

Les conditions de crise créent pour les réformistes les plus grandes difficultés, en premier lieu dans le domaine syndical. C'est pourquoi ils ont tellement besoin de s'abriter sur leur flanc gauche ; ce sont les courtiers de l'unité qui leur offrent cet abri. Démasquer le travail scissionniste des réformistes et le parasitisme des monattistes est actuellement une des tâches très importantes et indispensables. Le mot d'ordre du congrès d'unité peut bien contribuer à la solution de cette tâche. Lorsque les monattistes parlent de l'unité, ils dirigent ce mot d'ordre contre les communistes ; lorsque la CGTU proposera elle-même une voie à l'unité, elle portera un coup mortel aux monattistes et affaiblira les réformistes. N'est-ce vraiment pas clair ?

Il est vrai que nous savons d'avance que, grâce à la résistance des réformistes, le mot d'ordre d'unité ne donnera pas actuellement les grands résultats qu'on aurait obtenus dans le cas d'une véritable unité des organisations syndicales. Mais un résultat plus restreint, à condition d'une juste politique des communistes, sera sans doute atteint. Les larges masses ouvrières verront, en réalité, qui est pour l'unité, qui est contre, et se convaincront qu'on n'a aucun besoin du service des courtiers. Il n'y a aucun doute qu'en fin de compte les monattistes seront réduits à néant, la CGTU se sentira plus forte, et la CGT plus faible et plus instable.

Mais s'il en est ainsi, la chose se réduirait donc non à la réalisation d'une unité effective, mais seulement à une manœuvre ? Cette objection ne peut pas nous effrayer. C'est ainsi notamment que les réformistes apprécient toute notre politique de FU ; ils déclarent que nos propositions sont une manœuvre, uniquement parce qu'eux-mêmes ne veulent pas mener la lutte.

Il serait tout à fait faux de faire une différence principale quelconque entre la politique du FU et celle de la fusion des organisations syndicales. Pourvu que les communistes gardent la pleine indépendance

de leur parti, de leur fraction dans les syndicats et de toute leur politique, la fusion des confédérations n'est autre chose qu'une forme de la politique de FU, forme plus prolongée, plus large. En rejetant notre proposition, les réformistes la transforment en une « manœuvre ». Mais de notre part, c'est une manœuvre légitime et indispensable, ce sont de telles manœuvres qui instruisent les masses ouvrières.

* * *

La CE de la Ligue, nous le répétons encore une fois, a tout à fait raison lorsqu'elle répète instamment qu'on ne peut pas ajourner l'unité d'action jusqu'à l'unification des organisations syndicales. Cette pensée doit être comme auparavant développée, expliquée et appliquée pratiquement. Mais cela n'exclut pas le devoir de poser hardiment à un moment déterminé, bien choisi, la question de la fusion des confédérations (ou même des fédérations particulières).

Toute la question consiste à savoir si la direction communiste est maintenant capable d'effectuer une manœuvre aussi hardie. L'avenir le démontrera. Mais si le parti et la direction de la CGTU refusent aujourd'hui de donner suite au conseil de la Ligue — ce qui est plus que probable — il se peut bien qu'ils soient obligés de le suivre demain. Il est superflu d'ajouter que nous ne faisons pas un fétiche de l'unité syndicale. Nous n'ajournons aucune question de combat jusqu'à l'unité. Il ne s'agit pas pour nous d'une panacée, mais d'une leçon de choses (...) importante qu'il faut enseigner aux ouvriers qui ont oublié ou ignorent le passé.

Pour la participation au congrès d'unité, nous ne posons, bien entendu, aucune condition de principe.

Quand les courtiers de l'unité, qui n'ont pas honte des phrases à bon marché, disent que la confédération unifiée doit se baser sur le principe de la lutte des classes, etc., ils font alors, dans l'intérêt des opportunistes, de l'équilibrisme verbal. Comme si un homme sérieux pouvait demander à Jouhaux et Cie de se mettre, au nom de l'unité avec les communistes, sur la voie de la lutte de classes à laquelle ces messieurs ont consciemment renoncé au nom de l'unité avec la bourgeoisie. Et qu'entendent-ils précisément, ces courtiers même, tous des Monatte, Ziromski et Dumoulin, par « la lutte de classes » ? Non, nous sommes prêts, à chaque moment, à nous mettre sur le terrain de l'unité syndicale, non pour « corriger » (avec le secours de formules de charlatan) les mercenaires du capital, mais afin d'arracher les ouvriers hors de leur influence de traîtres. Les seules conditions que nous posons ont un caractère de garantie organisationnelle de la démocratie syndicale, tout d'abord de la liberté de critique pour la minorité, bien entendu, à la condition qu'elle se soumette à la discipline syndicale. Nous ne demandons rien d'autre et, de notre part, nous ne promettons rien de plus.

Imaginons-nous que le parti, bien que pas tout de suite, suive notre conseil, comment devrait agir le comité central. Il serait tout d'abord obligé de préparer soigneusement au sein du parti le plan de la campagne, de l'examiner dans toutes les fractions syndicales, conformément aux conditions syndicales locales, afin que le mot d'ordre d'unité puisse être effectivement dirigé simultanément par en haut et par en bas. Seulement, après une préparation et une élaboration

soigneuse, après avoir éliminé tous les doutes et tous les malentendus dans ses propres rangs, la direction de la Confédération unitaire s'adresse à la direction de la Confédération réformiste avec des propositions concrètement élaborées : créer une commission paritaire pour la préparation, dans un délai de deux mois par exemple, du congrès syndical d'unification, auquel toutes les organisations syndicales du pays devront avoir accès. Simultanément à cela, les organisations locales réformistes s'adressent aux organisations locales réformistes avec la même proposition, formulée avec précision et concrètement.

Le PC déploie une large agitation dans le pays, en soutenant et en expliquant un certain temps, concentrée sur cette simple idée, que les communistes proposent de réaliser immédiatement l'unité organisationnelle des organisations syndicales. Quelle que soit l'attitude des réformistes, quelles que soient les ruses auxquels ils vont recourir, les communistes sortiront avec profit de cette campagne, même si celle-ci ne se réduit, pour la première fois, qu'à une démonstration.

La lutte sous le signe du FU ne cesse, pendant ce temps-là, pas une seule minute. Les communistes continuent à attaquer les réformistes en province et dans le centre, en s'appuyant sur l'activité croissante des ouvriers, en renouvelant toutes les offres d'action combattives sur la base de la politique du FU, en démasquant les réformistes, en renforçant ses propres rangs etc. Et il peut bien arriver que dans six mois, dans un an ou dans deux ans, les communistes soient obligés de répéter à nouveau leur proposition de fusion des confédérations syndicales et, par cela, mettre les réformistes dans une situation plus difficile encore que la première fois.

La vraie politique bolchéviste doit précisément avoir ce caractère à la fois d'offensive, de hardiesse et de manœuvre. C'est seulement par cette voie qu'on peut sauvegarder le mouvement de la stagnation, l'épurer des formations parasitaires et accélérer l'évolution de la classe ouvrière vers la révolution.

* * *

La leçon proposée ci-dessus n'a son sens et ne peut réussir que si l'initiative en sort de la CGTU et du Parti communiste. La tâche de la Ligue ne consiste pas, bien entendu, à mettre en avant d'une manière indépendante le mot d'ordre du congrès d'unité, en s'opposant à la confédération unitaire comme à la confédération réformiste. La tâche de la Ligue est de pousser le parti officiel et la CGTU sur la voie d'une politique hardie de FU et de les inciter, sur la base de cette politique à effectuer dans un moment propice — et dans l'avenir il y aura beaucoup de ces moments — une offensive décisive en faveur de la fusion des organisations syndicales.

Pour remplir sa tâche envers le parti, la Ligue doit, c'est son premier devoir, aligner ses propres rangs dans le domaine du mouvement syndical. C'est une tâche qui ne peut être ajournée. Elle doit être et elle sera résolue. ■

Nos remerciements à Marguerite Bonnet qui nous a autorisé à publier cet article de Léon Trotsky, ainsi qu'à Michel Dreyfus de la BDIC dont l'obligeance nous a permis de reproduire ce texte dans les meilleures conditions.

SURREALISME ET COMMUNISME

MICHEL LEQUENNE

L'édition des *Tracts surréalistes et déclarations collectives (1922-1969)* (1) dont le tome I couvre la période 1922-1939, n'est pas un livre de plus parmi les innombrables consacrés au sujet. C'est l'ouvrage désormais indispensable pour qui veut comprendre le mouvement surréaliste dans son rapport à la vie littéraire, artistique et politique de la période. En effet, non seulement le volume contient la totalité des courts textes, pour la plupart depuis longtemps introuvables, qui jalonnent incisivement la démarche polymorphe des surréalistes, mais encore plus de 175 pages de commentaires méthodiques de José Pierre qui en fournissent le contexte et le lien, et ainsi réalisent une sorte d'histoire, à tout prendre moins lacunaire que celle qui peut ressortir du plan subjectif de quelque historien que ce soit.

Cet article ne saurait suffire à la simple énumération des thèmes foisonnants de ces dix-sept ans d'activité surréaliste. Aussi nous en tiendrons-nous à ce qui nous semble le problème clef qui commande la projection surréaliste de ce moment décisif de l'histoire : son rapport au communisme.

1922-1925 : tumulte et frénésie

Les tentatives de récupération bourgeoise du surréalisme ont en commun avec le jugement gauchiste de valoriser des années de naissance, les premiers l'absolvant de ses outrances au bénéfice de son extériorité au mouvement ouvrier et révolutionnaire, les seconds ne trouvant révolutionnaires que les outrances. De tels jugements ne peuvent être le nôtre si la lecture des *Tracts* nous confirme que la différenciation du surréalisme d'avec la révolte vide de Dada cernait immédiatement son indispensable apport à la pensée et à la conscience modernes. Pour la première fois, de jeunes artistes et poètes refusaient d'être enfermés dans le ghetto de l'art (« nous n'avons rien à voir avec la littérature ») et se tendaient vers l'objectif d'atteindre l'unité de la vie psychique — consciente et inconsciente — universelle par l'intégration des cultures maudites, globalisante du social et de l'individuel (« Le surréalisme (...) est un

moyen de libération totale de l'esprit »). Il avait fallu le creuset et le feu de l'immonde Première Guerre mondiale pour transmuter cette pierre philosophale : « *Le surréalisme n'est pas une forme poétique. Il est un cri de l'esprit qui retourne à lui-même et est bien décidé à broyer désespérément ses entraves et au besoin par des marteaux matériels.* »

Un projet aussi ambitieux ne pouvait aller de la part de jeunes bourgeois sans malentendus et confusions. Il est caractéristique que, dès le début, la « tentation frénétique » et la « voie mi-libertaire, mimystique » aient entraîné les réticences de Breton alors qu'Artaud d'une part et Aragon de l'autre s'y engluaient.

La révolte pure et absolue s'enfonçait toujours dans une impasse et s'affaîssait sur le mur du verbalisme creux et du geste irresponsable.

1925-1927 : de l'unité d'action à l'adhésion

C'est cependant parce que les surréalistes se refusaient à penser la poésie comme une activité littéraire que la guerre coloniale du Maroc les conduisit à l'action commune avec les intellectuels communistes et sympathisants (dont, avec raison, ils considéraient un certain nombre comme fort douteux du point de vue révolutionnaire). Dès lors, ils vont être de tous les manifestes contre les crimes contre-révolutionnaires du moment (et, d'ailleurs, très vite critiques à l'égard de la pratique même des manifestes).

Ce type d'activité se noue pourtant d'emblée sur un malentendu qui contient en germe la rupture définitive de 1932. En effet, l'unité d'action, puis l'adhésion au PC s'effectuent sur la base d'un ultragauchisme commun mais d'orientations contraires. Celui des surréalistes est un mal de jeunesse en même temps que l'expression de leur opposition radicale au monde culturel dominant dont ils sortent ; celui du PC est la première forme de sa dégénérescence bureaucratique. La fêlure apparaît vite au niveau de l'activité surréaliste propre. Bien que, pour le PC, il ne s'agisse que d'utiliser ces jeunes intellectuels brillants, c'est « eux parmi d'autres », et sans se mouiller quant à ce

qu'il y a de plus hardi dans leur apport. Tout au contraire : le mécanisme est déjà en marche vers le choix de la littérature utilitaire, de propagande « prolétarienne ». Les surréalistes viennent au marxisme par la dialectique hégélienne, par la critique impitoyable de la culture bourgeoise et, pour Breton, par la lecture du *Lénine* de Trotsky... Ce Trotsky déjà en passe de devenir la Négativité absolue de la bureaucratie qui s'installe.

La marche inévitable et logique du surréalisme vers le communisme provoque les premières grandes ruptures en son sein. Il est important de noter à cette occasion qu'une fois resituées dans leur contexte historique, toutes ces ruptures (dont pendant un demi-siècle il a été fait tant de gorges chaudes) apparaissent profondément justifiées et marquant chacune un approfondissement de la cohérence du mouvement (les « bavures » et « affaires de personnes » trop souvent montées en épingle étant fort secondaires) et la manifestation d'une exigence de rigueur devant laquelle beaucoup vont trahir qu'ils ne sont que phraseurs et « paillasses » (pour reprendre le mot qui stigmatisera Aragon).

Il est aussi remarquable que ceux qui traînent le plus les pieds pour aller vers le communisme sont ceux qui, plus tard, feront les bons stalinien : Aragon encore, Eluard...

Enfin, le caractère tragique du malentendu est évident en cela qu'aujourd'hui encore, survivants comme historiens continuent à se poser la question, non seulement du bien-fondé de l'adhésion au PC, mais aussi de la possibilité d'une articulation du surréalisme avec le marxisme et le communisme. C'est ne pas voir qu'un devenir du surréalisme a été arrêté, dévié par l'évolution d'un PC qui cessait d'être communiste en devenant stalinien.

En cette affaire, le surréalisme a été, à sa façon, lui aussi victime de la perversion du communisme par la syphilis bureaucratique.

1927-1932 : la plus douloureuse rupture

Une vraie rencontre du surréalisme et du communisme aurait été de nature à enrichir puissamment le marxisme. Le manifeste de 1938 de la FIARI en donne la plus claire indication. La dégénérescence stalinienne stoppa ce mouvement. Le remarquable est qu'en dépit des pressions exercées sur lui, en dépit de la difficulté, pour ces poètes mal préparés à affronter l'analyse d'une évolution politique si complexe et nouvele, le mouvement surréaliste, non seulement résista au stalinisme mais devint rapidement plus communiste que les partis communistes et continua à approfondir les données culturelles de la révolution.

Dès l'entrée des surréalistes dans le PC commencèrent les tracasseries « ouvriéristes ». Leur attitude sera parfaitement nette : « On ne saurait, pour des bonnes raisons, à l'intérieur d'un parti révolutionnaire, et tant que la situation n'est pas in-

surrectionnelle, priver quiconque du droit de critique dans les limites où il peut valablement s'exercer. »

A partir de 1929, d'ailleurs, le problème de Trotsky va s'imposer au centre de tous les débats. Mais ce qui frappe dans les textes de 1929 à 1932, c'est le flottement et la confusion qui reflètent ceux de l'époque et le déséquilibre même où se trouve le mouvement surréaliste.

Tenu en suspicion par ses alliés, il piétine dans un gauchisme qui le jette sur l'affaire Keller, provocation peu calculée contre un « premier de Saint-Cyr », qui va avoir des conséquences incalculables : le dégonflage lamentable et déconsidérant de l'un des deux auteurs de la provocation, et le départ de l'autre, Sadoul, pour Moscou en compagnie d'Aragon, ce qui va entraîner leur passage au stalinisme, d'abord mal et piteusement camouflé.

En ces années difficiles se situent des prises de position de valeur très inégales. Ainsi, à côté d'une forte dénonciation de l'exposition coloniale, à propos de laquelle le PC, déjà, se fait muet, le très contestable et gauchiste appel *Au Feu !* justifiant les destructions en Espagne d'œuvres d'art religieuses et d'églises (que les anarchistes eux-mêmes protégeront pendant la révolution de 1936).

Mais, vendu, Aragon doit se mouiller. La publication de son poème « réaliste-socialiste » ultra-gauche *Front rouge* le met sous la menace de la justice bourgeoise. Encore une fois mis devant le fait accompli, les surréalistes, avec une grande inconséquence (que ceux de Belgique désapprouvent) réclament pour les poètes une irresponsabilité de la parole qui contredit le refus fondamental de dissocier l'action littéraire de l'action politique. Le PC, encore en pleine période provocatrice gauchiste, refuse ce système de défense. Cela précipite une rupture libératoire qui lève les équivoques dans laquelle le mouvement commençait à s'empêtrer, même si c'est au prix de l'incompréhension d'une nouvelle aile (Unik, Alexandre) qui continue à ne pas voir l'inversion du communisme en stalinisme.

1933-1939 : l'honneur surréaliste

La période qui s'achève avec la guerre est vraiment celle où le surréalisme domine la scène intellectuelle par une action multiforme et parfaitement ajustée. Le mouvement de France trouve un flamboyant renfort dans la formation d'un groupe antillais, d'une puissante originalité. Sur les plans politique comme de la vie quotidienne, les interventions frappent serré aux points qui font mal : contre la prise du pouvoir par les nazis, et en même temps contre le capitulationnisme social-démocrate ; pour Violette Nozières, meurtrière d'un père qui la violait et d'une mère lâchement complice, ce que les juges moralistes voilaient pudiquement ; appel à l'unité d'action dès le 6 février 1934 (ce qui condamne implicitement le PC) ; appel à la formation du comité de vigilance des intellectuels qui jouera un rôle décisif pour l'unité ouvrière ;

appel pour que l'asile politique soit accordé à Trotsky en France ; attaque du chauvinisme du PC passant à la défense nationale en 1935 ; front commun, dans *Contre-Attaque* avec les meilleurs du *Grand Jeu* (mais qui sera rompu bientôt du fait des ambiguïtés « surfascistes » de ce groupe) ; pour un « Front populaire de combat » basé sur des soviets ; pour la révolution espagnole ; contre les procès de Moscou dénoncés dès la première heure avec la lucidité la plus totale (pendant qu'Aragon se surpasse sur le sujet en ignominie) ; Ubu montré comme le modèle commun d'Hitler et de Staline, pour Freud arrêté à Vienne, que Breton réunit à Trotsky sous le mot d'ordre — emprunté à Goethe mourant — « Plus de lumière ! » Cette activité culmine dans la jonction avec Trotsky du manifeste *Pour un art révolutionnaire indépendant*, qui reste la seule base possible de l'alliance des révolutionnaires en politique et en art.

Ce texte commande les dernières actions du surréalisme jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale et au dernier tract contre « *La Terre grise* » chauvine qui jette en camps de concentration les Espagnols vaincus réfugiés en France.

L'histoire du surréalisme ne s'arrête pas là. On ne saurait d'ailleurs la considérer comme arrêtée alors que les surréalistes tchèques, signataires de la Charte des 77, sont présentement en prison ou traqués. Mais les documents de ce volume peuvent être considérés comme faisant la preuve, désormais mise à la portée de tous, du fait que le mouvement surréaliste était bien le seul mouvement de l'intelligentsia qui ait alors été révolutionnaire.

(1) *Tracts surréalistes*, tome I (1922-1939), Eric Losfeld, éditeur. Le tome II est à paraître incessamment.

A la lumière de l'expérience polonaise

PROBLEMES DE LA REVOLUTION ANTI- BUREAUCRATIQUE

CYRIL SMUGA

L'article publié ci-dessous est la traduction légèrement abrégée de l'article publié dans « Inprekor » n° 3 en mars 1982 — édition polonaise — sous le titre

« Problemy rewolucji antybiurokratycznej w swietle doswiadczen 'Solidarnosci' » La traduction est de « Critique communiste »

LE 13 décembre, la répression s'est abattue sur un mouvement social insuffisamment préparé. Nous avons été battus, malgré un rapport de forces apparemment en notre faveur. Mais cette défaite, si lourde soit-elle, ne signifie nullement la fin du combat. Les travailleurs de Pologne ont été défaits et trompés à de nombreuses reprises : dans l'immédiat après-guerre, lorsque les staliniens ont réussi à détruire le mouvement des conseils d'entreprises, créés spontanément par les travailleurs pour remettre en marche les entreprises et reprendre la production en fonction des besoins de la société ; en 1956-1957, quand l'appareil du parti, s'appuyant sur le prestige de Gomulka, a détourné les conseils ouvriers de leurs objectifs et les a transformés en KSR (Conférences d'auto-gestion ouvrière — qui, quelques années plus tard selon les sources officielles ne comprenaient pas plus de 7 % d'ouvriers... —) ; en 1970-1971, lorsque les assassins d'ouvriers ont une fois de plus réussi à faire croire en leur volonté de renouveau ; en juin 1976 enfin, quand les grèves ont été écrasées et quand la répression s'est abattue sur les travailleurs.

De chacune de ces défaites les travailleurs les plus actifs ont tiré des leçons pour l'avenir. Chaque fois, après quelques années, la lutte a repris à un niveau plus élevé : nous étions plus riches des erreurs commises dans le passé.

Le 13 décembre 1981 marque un tournant dans l'histoire de la classe ouvrière polonaise, dans l'histoire de la lutte de la société pour ses droits. Alors que le syndicat a été désorganisé par une répression dont la férocité

a surpris plus d'un, une résistance massive a spontanément répondu à l'attaque. Après les grèves, les réseaux de résistance de Solidarité se reconstituent. Malgré la défaite, la lutte continue.

Il n'en devient que plus important de réfléchir sur les raisons de cette défaite, de rechercher les erreurs et les insuffisances passées, de comprendre pourquoi, malgré un rapport de forces apparemment en leur faveur (400 000 flics et militaires contre près de 10 000 000 de travailleurs, soutenus par les paysans, les artisans, les jeunes...), les travailleurs ont perdu cette première bataille. « *Nous devons simultanément lutter pour l'existence de notre syndicat, nous organiser à tous les niveaux et apprendre — souvent de nos propres erreurs — une conduite appropriée et les méthodes de lutte pour nos buts.* » Cette phrase du programme adopté par le 1^{er} Congrès national de Solidarité reste aujourd'hui encore, ô combien, actuelle ! Apprendre de ses propres erreurs, c'est la condition pour développer le mouvement de résistance aujourd'hui, c'est la condition pour que, dans les batailles de demain, les travailleurs soient victorieux.

Solidarité, bien plus qu'un syndicat

Solidarité, ce mouvement social organisé et en même temps ce syndicat de dix millions de membres, est dans l'histoire du mouvement ouvrier

un phénomène unique. En tant que mouvement social exprimant les aspirations de l'immense majorité du peuple polonais, et en même temps comme organisation ouvrière par excellence, Solidarité est devenu très rapidement, face au pouvoir bureaucratique, un contre-pouvoir démocratique de la société civile, un embryon du pouvoir des travailleurs. Non seulement parce que la démocratie à l'intérieur du syndicat s'apparentait à la démocratie des conseils, mais avant tout à cause de ce rôle joué objectivement par Solidarité, on peut le comparer aux conseils ouvriers des révolutions russes de 1905 et 1917 ou de la révolution hongroise de 1956. Mais en même temps Solidarité ne s'autodéfinissait pas de cette façon, se considérant pendant longtemps comme un syndicat classique. Il fuyait la question de savoir qui devrait exercer le pouvoir au sein de l'Etat, de ce qu'il fallait faire pour que les termes de la Constitution polonaise (« *Dans la République populaire de Pologne le pouvoir appartient au peuple travailleur des villes et des campagnes* ») deviennent réalité.

Une telle définition correspondait au niveau de conscience de la grande majorité de la classe ouvrière durant la première période de construction du syndicat. Si personne n'était prêt à dire à Kanio « nous t'aiderons » — comme l'ont déclaré à Gierk les travailleurs du chantier naval de Szczecin en 1971 — la plupart des travailleurs n'était pas encore au niveau de dire « c'est nous, et nous seuls, qui le ferons », c'est-à-dire de remplacer ce pouvoir par leur propre pouvoir. La définition de Solidarité correspondait à la conviction qu'on peut imposer à ce pouvoir qu'il tienne compte de la volonté exprimée par la société et qu'on pouvait soumettre ce pouvoir au contrôle de la société. C'est ce que disaient en août 1980 les grévistes de Gdansk en déclarant : « *Nous exigeons des changements et nous allons contrôler leur réalisation.* » Mais, au fur et à mesure que les gouvernements successifs s'avéraient incapables de réaliser ne serait-ce que partiellement les exigences des travailleurs, que leur mauvaise volonté devenait manifeste, de plus en plus nombreux étaient ceux qui posaient la question : « Et si on le faisait nous-mêmes ? » Et ils cherchaient les formes d'organisation aptes à réaliser ces tâches.

Le syndicat, s'il voulait garder son caractère, ne pouvait par exemple exercer un contrôle sur la production et la distribution ou prendre en main la gestion des entreprises, c'est-à-dire

être à la fois l'employeur collectif et le défenseur des travailleurs en tant que salariés. La mise en œuvre des réformes exigeait que les travailleurs soient dotés de ces deux formes institutionnelles. Mais, en même temps, le syndicat ne pouvait réaliser correctement son but statutaire, proprement « syndical », c'est-à-dire défendre les droits, la dignité et les intérêts des travailleurs sans leur assurer un contrôle sur la production et la possibilité de gérer les entreprises et, partant, toute l'économie. Sans perdre son caractère de syndicat, Solidarité devait en même temps devenir un mouvement social, construisant à côté de lui, en dehors de ses formes organisationnelles, de nouvelles institutions indépendantes — indépendantes de la bureaucratie mais également de lui-même, en tant que syndicat —. Le mouvement autogestionnaire des travailleurs, indépendant du syndicat Solidarité mais partie prenante du mouvement social Solidarité, est apparu justement comme l'expression de cette contradiction et comme son dépassement correct. Mais il a fallu près d'un an, depuis la création de Solidarité, pour que le syndicat dans son ensemble puisse voir cette contradiction et la résoudre correctement.

Né des grèves ouvrières de l'été 1980, Solidarité s'est d'emblée affirmé comme une organisation prolétarienne. Mais parce qu'il est apparu dans un pays où la quasi-totalité des moyens de production n'est pas dans les mains privées, où la bourgeoisie n'exerce plus le pouvoir — bien que celui-ci ne soit pas non plus exercé par le peuple travailleur des villes et des campagnes — il a concentré les espoirs et aspirations de couches bien plus larges que la seule classe ouvrière. « *Il n'y a probablement pas de secteur dans lequel on n'attende pas quelque chose de notre syndicat, comptant sur sa force et son autorité sociale et morale* », lit-on dans le programme de Solidarité. Cela, parce que la bureaucratie, couche sociale qui s'est placée au-dessus de toute la société, ne peut sauvegarder son pouvoir qu'en opprimant tous les autres groupes sociaux, cherchant à les détruire, à désintégrer la toile même de la société civile. Parce que son pouvoir illégitime découle de la place qu'elle occupe au sein de l'appareil d'Etat et de la disposition exclusive des moyens de production (propriété d'Etat), la bureaucratie ne peut subsister à terme qu'en exerçant un contrôle total sur l'ensemble de la vie publique. Mais un tel contrôle totalitaire ne fait que renforcer en retour l'isole-

ment de la bureaucratie du reste de la société.

L'apparition d'un facteur indépendant de la bureaucratie sur la scène politique joue alors le rôle d'un catalyseur de toute cette opposition diffuse. Toutes les couches et classes sociales se regroupent autour de ce pôle, voyant là l'unique moyen de réaliser leurs aspirations.

La révolution polonaise a montré que, contrairement à ce qu'avaient de nombreux idéologues, seule la classe ouvrière peut jouer le rôle moteur dans un tel front. Les autres groupes sociaux — l'intelligentsia (comme l'a démontré en Pologne mars 1968) ; la paysannerie (comme en témoigne l'échec relatif de son long combat d'opposition qui date des premières mesures de collectivisation forcée) ; les petits propriétaires urbains (qui dans leur masse cherchent à profiter des sous-produits du système — corruption, arrangements — et cherchent une symbiose avec la caste au pouvoir qui leur permette de s'enrichir et non de lutter contre) — même s'ils s'opposent à la bureaucratie, n'ont ni force suffisante ni cohésion nécessaire pour infliger une défaite à la bureaucratie. Une telle défaite, seule l'action solidaire des travailleurs des principaux centres industriels a pu l'arracher.

Les seize premiers mois de lutte de Solidarité ont mis en évidence le caractère du processus révolutionnaire dans les Etats dominés par la bureaucratie.

Commencées comme une lutte contre la baisse du niveau de vie des travailleurs, les grèves ont très vite mis en avant des revendications à proprement parler politiques : la revendication des droits démocratiques et avant tout le droit pour les travailleurs de créer leur propre organisation, indépendante du pouvoir d'Etat. Dans notre système socio-politique, sous la domination de la bureaucratie, ces revendications sont très immédiatement liées à la lutte pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour sa progression, c'est-à-dire à la lutte pour la garantie morale et matérielle de la reproduction de la force de travail. Car la distribution du revenu national ne se fait pas comme résultat du jeu des mécanismes économiques (de la loi du marché). C'est la bureaucratie qui, agissant en quelque sorte au nom de la société (car celle-ci est bâillonnée...), décide de la distribution du revenu national (et des fonds de consommations collective et individuelle) en fonction de ses propres intérêts. Cela signifie en

particulier qu'elle peut immédiatement reprendre ce que les travailleurs ont obtenu, en augmentant les prix ou en diminuant le fonds de consommation, décision qu'elle prend seule et sans consultation.

Même si la grève est victorieuse, la défense des acquis exige la mise en place d'une organisation indépendante des travailleurs la revendication de la restauration des droits syndicaux — c'est-à-dire d'un droit démocratique élémentaire — est une conséquence naturelle de cette situation. Mais ce n'est que le début de la lutte pour la démocratie ouvrière, ou plus largement pour la démocratie des travailleurs, c'est-à-dire pour la démocratie véritablement socialiste.

Car elle entraîne la lutte pour le droit du syndicat indépendant à publier sa propre presse, la lutte pour l'abolition de la censure, pour la socialisation des médias et en particulier de la TV. Elle entraîne également la lutte pour une distribution du revenu national en accord avec les besoins sociaux, et en particulier la prise en compte dans le fonds d'accumulation des secteurs lésés par la bureaucratie, comme la sécurité du travail, la protection de l'environnement, la santé, l'enseignement et la culture...

Cette lutte, menée par Solidarité, a posé les questions essentielles auxquelles la révolution polonaise se devait de répondre : qui, dans ce pays où les capitalistes ont été expropriés, devait gérer les entreprises et l'économie ? Qui, des bureaucrates ou des travailleurs, doit décider de l'utilisation du revenu national ? Qui a le droit de parler au nom du peuple polonais, le petit groupe de « décideurs » ou les travailleurs, dont la grande majorité s'identifie à Solidarité ?

Questions insupportables pour la bureaucratie, car elles concernent le fondement de son pouvoir. Celle-ci, en effet, tente de justifier sa place et ses privilèges en prétendant remplir des tâches que « les travailleurs lui ont confiées » (ou, dans une version plus moderne, popularisée en Pologne depuis plusieurs années par l'hebdomadaire *Polityka*, tâches que les travailleurs sont incapables de remplir eux-mêmes et pour lesquelles ils doivent se faire remplacer par les spécialistes de gestion, de gouvernement, les managers... et, dernièrement, les généraux !). La bureaucratie agit donc, en quelque sorte, au nom des travailleurs. Mais dès que ceux-ci lui demandent des comptes, dès qu'ils clament qu'ils peuvent eux-mêmes

réaliser ces tâches en formant des conseils et en s'organisant indépendamment de la bureaucratie, cette dernière perd sa justification. Elle ne peut d'aucune façon masquer le fait qu'elle s'est approprié un pouvoir auquel elle n'a aucun droit.

C'est pourquoi les revendications démocratiques ont dans ce système un caractère immédiatement révolutionnaire. Dans la lutte pour l'autogestion au sein de l'entreprise, du quartier ou de l'école, les travailleurs exigent une véritable socialisation des moyens de production, l'élection libre des conseils locaux et de la Diète (Parlement). Ces revendications posent la question du pouvoir de la bureaucratie et mettent à nu son caractère illégitime. Leur réalisation signifie la suppression de la bureaucratie en tant que couche sociale privilégiée et caste dominante, c'est pourquoi cette dernière fera tout pour l'empêcher. Même au prix de la guerre civile. Le 13 décembre en est l'expression.

La bureaucratie et la grève

Pour faire aboutir leurs revendications, les travailleurs disposent d'une arme de choix : la grève. C'est par la grève que les accords de Gdansk ont été arrachés, c'est par la grève que Solidarité a décidé de répondre à la provocation de Bydgoszcz, c'est encore par la grève que les travailleurs ont répondu au coup d'Etat du général Jaruzelski. Cependant, l'arme de la grève n'est pas, dans un système de domination bureaucratique, une arme à toute épreuve.

Quelques jours après l'intervention soviétique en Hongrie, en novembre 1956, Janos Kadar, chef du « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan » (!), reçut une délégation des conseils ouvriers qui avaient déclenché la grève générale en réponse à l'intervention soviétique. Il leur déclara alors : « Vous avez le droit de ne pas reconnaître mon gouvernement, cela m'importe peu. Je suis soutenu par l'armée soviétique, vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Si vous ne travaillez pas, c'est votre affaire. Ici, au Parlement, nous aurons toujours de quoi manger et de quoi nous éclairer. (1) » Au-delà du cynisme d'une telle affirmation d'un dirigeant « socialiste », il est important de noter un fait : alors que la quasi-

totalité des usines étaient paralysées par la grève, alors que la production avoisinait le niveau zéro, Kadar et les siens, c'est-à-dire la bureaucratie, envisageaient sereinement la situation. Pas de panique, nulle trace de décomposition de la caste dominante : « Nous aurons toujours de quoi nous nourrir » disaient-ils, « et vous ? » demandaient-ils aux travailleurs. Ils indiquaient par là que l'arrêt de la production n'influe pas directement sur la survivance des privilèges bureaucratiques.

Placés devant ce choix, les dirigeants du Conseil ouvrier du Grand Budapest ont décidé d'appeler à la reprise du travail. Ils espéraient pouvoir constituer, pendant un temps, des réserves et reprendre la grève plus tard. « Si nous obtenions des ouvriers la reprise du travail, nous serions en mesure de garder leur combativité et notre appel ultérieur à la grève donnerait un caractère organisé à celle-ci. D'un mouvement spontané et incontrôlé, la grève redeviendrait ainsi une arme redoutable et réelle de la classe ouvrière (2) », explique le dirigeant du Conseil ouvrier cité précédemment. Mais il n'y a pas eu de grève ultérieure. Les conseils ouvriers ont été détruits. Kadar a repris le contrôle total de la situation.

Si la bureaucratie n'a pas peur de l'une des conséquences de la grève, de l'arrêt de la production, elle ne tolère pas et craint par-dessous tout autre chose : l'action organisée des travailleurs. La reprise du travail, en novembre 1956, signifiait que dans les usines, les directeurs et les petits chefs les « règles » reprenaient leurs droits. Au nom des besoins de la production, le droit de se réunir et d'abord limité, puis interdit. Dans ses conditions, il ne pouvait plus être question de reprendre une grève organisée et le relatif échec de la grève précédente ne poussait pas les travailleurs à reprendre une autre action spontanée et massive. Le sentiment de force et de puissance que donne aux travailleurs la conscience qu'ils peuvent par leur action arrêter la production ne s'est pas transformé en une force qualitativement supérieure : celle que donne la reprise du travail sous son propre contrôle et en fonction de ses propres objectifs définis en commun.

La grève — au sens de l'arrêt de la production — n'est pas l'unique moyen d'action organisée. En 1956, la révolution hongroise n'a pas eu le temps d'élaborer d'autres formes de lutte. Ce n'est pas le cas de la révolution polonaise.

La lutte contre la bureaucratie

nécessite en effet, plus que toute autre, que les travailleurs s'assurent le contrôle de la production, imposent que celle-ci soit organisée par eux et à leur manière, qu'ils vérifient sa finalité et la modifient si nécessaire. Ce faisant, et à condition de coordonner leur action entre les diverses usines, non seulement ils gardent l'initiative et empêchent la démobilité, mais ils atteignent la bureaucratie au point où celle-ci est la plus sensible. Ils mettent à jour son parasitisme social et privent son pouvoir de toute légitimité.

En engageant la révolution polonaise sur la voie de l'autogestion (avec un certain retard il est vrai, par rapport aux initiatives de certaines directions régionales ou du réseau des grandes entreprises), la commission nationale de coordination (KKP), en juillet et août 1981, puis le 1^{er} Congrès de Solidarité ont mis cette question à l'ordre du jour en Pologne, libérant ainsi une potentialité de lutte considérable. En posant consciemment la question « qui doit diriger les usines ? » et en réfléchissant aux moyens d'instaurer la gestion ouvrière, la révolution polonaise a dépassé le « consensus de la protestation » pour s'engager sur la voie du « consensus de la prise du pouvoir(3) ».

Le développement de la tactique de la grève active — d'abord formulée au sein de la direction régionale de Solidarité de Lodz(4), puis reprise massivement dans nombre de régions — ce qui a abouti au vote de la KK le 23 octobre favorable à l'utilisation de ce moyen de lutte, est sans doute parmi les apports les plus précieux de la révolution polonaise à l'arsenal des travailleurs.

La grève active était la réponse aux tentatives de la bureaucratie de placer le syndicat face au dilemme : soit faire la grève, et de même — dans les conditions d'une crise économique qui allait en s'aggravant — donner à la bureaucratie un prétexte pour prétendre que le syndicat est une force qui détruit l'économie nationale, soit les « éteindre », en démobilitant les travailleurs et en prenant ainsi le risque de faire éclater le syndicat. Car la grève active permet de développer la lutte de masse et l'initiative des travailleurs tout en continuant la production. Elle rend possible, par l'élimination des gaspillages les plus flagrants, l'amélioration rapide de l'approvisionnement des consommateurs et celui des usines paralysées par le manque de pièces. C'est donc une tactique qui unifie la

société autour des entreprises en grève, qui permet d'améliorer le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière.

La mise en œuvre d'une telle tactique de lutte nécessitait l'action commune et la coopération des travailleurs de différentes entreprises et également la mise en place d'une direction commune. Car chaque usine est liée par maints liens avec d'autres entreprises, qui sont ses fournisseurs et ses acheteurs. De plus, tout changement du profil de la production n'a de sens que si la nouvelle production satisfait mieux les besoins sociaux que celle qu'elle remplace. Cela prend une acuité particulière lorsque, comme ce fut le cas en Pologne, une partie importante des besoins sociaux n'est pas satisfaite à la suite de la crise. Il faut alors définir des priorités, choisir quelles productions doivent être développées, ou même quelles productions devraient être abandonnées, pour permettre la satisfaction des besoins considérés comme prioritaires. De tels choix ne peuvent être faits qu'à la condition que l'ensemble des travailleurs puissent décider, c'est-à-dire qu'ils erigent des formes de coopération entre eux.

Pour ces raisons, la grève active ne peut être entreprise que si préexistent des conseils de coordination des conseils ouvriers capables de la diriger ou si un autre organe (par exemple la direction régionale ou nationale du syndicat) peut provisoirement jouer le rôle de coordinateur des efforts de toutes les entreprises en grève mais dont le fonctionnement dépend de celles qui sont touchées par la grève active. Car la grève active n'est rien d'autre que le contrôle conscient et organisé du mouvement ouvrier sur la production et la distribution des biens, exercée contre la volonté du pouvoir bureaucratique, par une action révolutionnaire des masses.

De la lutte pour l'armée

En déclenchant une grève active, ne serait-ce que dans une région, les travailleurs mettent à nu le parasitisme de la bureaucratie : si la production n'a pas besoin de l'intervention de cette dernière, alors à quoi sert-elle ? Si les travailleurs peuvent se passer d'elle pour faire tourner les usines, alors au nom de quelle fonction nécessaire dans la société s'approprie-t-elle une partie du surproduit social pour sa consommation de luxe ? Quelle est la justification des

voitures, des palais, des chasses etc. ? Les bureaucraties sont eux aussi conscients de la portée subversive de ces questions. Ils ne tolèrent donc pas même dans une région marginale qu'une telle grève active se développe. Ils vont frapper et frapper fort. La direction régionale de Lodz, consciente de ceci, s'était engagée dans la voie de la création de gardes ouvrières, capables de protéger les usines contre les assauts des forces répressives de la bureaucratie. Un des dirigeants de la région, Cezary Pal, qui avait exigé lors de la réunion du présidium du syndicat à Radom le 3 décembre, que d'autres régions fassent de même. La direction de Solidarité de Lodz a décidé, avec le soutien total des travailleurs, de ne pas attendre que la commission nationale de Solidarité décide de déclencher la grève active mais de commencer de suite la préparation de celle-ci afin d'éviter tout danger de confrontation avec la police. Elle voyait venir le 13 décembre, lors de la dernière réunion de la direction nationale de Solidarité, les représentants de la région de Varsovie et de celle de Cracovie ont également proposé que Solidarité se prépare à déclencher une grève active. Seule une action coordonnée et la prise de l'initiative par les masses donnent une chance de victoire dans l'affrontement avec la bureaucratie. Le commencement d'une grève active ne serait-ce que dans quelques régions, avant que la bureaucratie ne passe à l'attaque, en donnant une perspective concrète aux travailleurs de l'ensemble du pays, aurait permis que cet affrontement se solde par une issue favorable aux travailleurs.

En engageant l'épreuve de force contre les travailleurs, la bureaucratie s'appuyait sur des moyens dont la fiabilité n'est pas garantie. En premier lieu l'armée polonaise. La plupart des militants de Solidarité étaient persécutés, encore à la veille du 13 décembre, que les soldats polonais se soient de même à l'égard des travailleurs.

(1) Citation extraite d'un compte rendu de Ferenc Töke, un des vice-présidents du Conseil ouvrier central du grand Budapest. En novembre 1956, le gouvernement, les dirigeants du parti et de l'appareil s'étaient réfugiés dans les bâtiments du Parlement.

(2) Ibidem

(3) Selon l'expression de H. Szlajfer, dans « De la protestation à la prise du pouvoir », article paru dans le mensuel régional du syndicat de Varsovie (N° 7, juin 1981).

(4) Cf. la brochure de Zbigniew Kowalewski, « De la tactique de la grève active ».

voitures, des palais, des chasses etc. ? Les bureaucrates sont eux aussi conscients de la portée subversive de ces questions. Ils ne toléreront donc pas, même dans une région marginale, qu'une telle grève active se développe, ils vont frapper, et frapper très fort. La direction régionale de Lodz, consciente de ceci, s'était engagée dans la voie de la création de gardes ouvrières, capables de protéger les usines contre les assauts des forces répressives de la bureaucratie. Un des dirigeants de la région, Grzegorz Palka avait exigé, lors de la réunion du présidium du syndicat à Radom le 3 décembre, que d'autres régions fassent de même. La direction de Solidarité de Lodz a décidé, avec le soutien total des travailleurs, de ne pas attendre que la commission nationale de Solidarité décide de déclencher la grève active mais de commencer de suite la préparation de celle-ci afin d'entraîner par son action une mobilisation générale du syndicat face au danger de confrontation avec le pouvoir qu'elle voyait venir. Le 12 décembre, lors de la dernière réunion de la direction nationale de Solidarité, les représentants de la région de Varsovie et de celle de Cracovie ont également proposé que Solidarité se prépare à déclencher une grève active.

Seule une action coordonnée et la prise de l'initiative par les masses donnait une chance de victoire dans l'affrontement avec la bureaucratie. Le commencement d'une grève active, ne serait-ce que dans quelques régions, avant que la bureaucratie ne passe à l'attaque, en donnant une perspective concrète aux travailleurs de l'ensemble du pays, aurait permis que cet affrontement se solde par une issue favorable aux travailleurs.

En engageant l'épreuve de force contre les travailleurs, la bureaucratie s'appuyait sur des moyens dont la fiabilité n'est pas garantie. En premier lieu l'armée polonaise. La plupart des militants de Solidarnosc étaient persuadés, encore à la veille du 13 décembre, que les soldats polonais refuseraient de mener la répression anti-ouvrière. Cette conviction s'appuyait sur des prémisses solides :

— d'abord, en s'identifiant à la nation (l'endoctrinement des soldats, est comme on le sait, fondé tout d'abord sur le nationalisme) les militaires rechigneraient à tirer sur ses représentants ;

— ensuite car l'armée est en très grande majorité composée de fils d'ouvriers et de paysans, les soldats et même les officiers (dont le recrutement est également basé sur ces clas-

ses-là de la société) hésiteraient à détruire les organisations dont se sont dotés les travailleurs.

Ces prémisses n'étaient pas sans fondement, si on prend en compte les informations sur l'attitude de certains régiments face aux grévistes après le 13 décembre. La presse mondiale a largement diffusé une photo prise devant le chantier naval de Gdansk, montrant des chars et des transports de troupes décorés avec des autocollants « Solidarnosc ». A en croire *Wiadomosci* n° 3 du 28 12. 1981, une des unités se serait même mutinée(5). Mais, lorsque les hostilités sont ouvertes, comme c'est le cas depuis le 13 décembre en Pologne, il ne suffit pas que la masse des soldats partage les mêmes espoirs que tous les travailleurs. « *Il y a dans l'armée des courants divers et des états d'esprit différents qui s'entrecroisent et se coupent* », écrivait L. Trotsky en tirant les leçons de la révolution russe de 1905 : « — *c'est une minorité qui se révèle consciemment révolutionnaire ; la majorité hésite et attend une poussée du dehors. Elle n'est capable de déposer les armes ou de diriger ses baïonnettes contre la réaction que quand elle commence à croire à la possibilité de la victoire populaire. Et ce n'est pas la seule propagande qui peut lui donner cette foi. Il faut que les soldats constatent que, de toute évidence, le peuple est descendu dans la rue pour une lutte implacable, qu'il ne s'agit pas d'une manifestation contre l'autorité mais que l'on va renverser le gouvernement : alors, mais alors seulement, le moment psychologique arrive où les soldats peuvent « passer à la cause du peuple ». Ainsi, l'insurrection est, essentiellement, non pas une lutte contre l'armée, mais une lutte pour l'armée. »*

Les régiments mutinés de l'armée ne peuvent « passer à la cause du peuple » qu'à la condition que les travailleurs soient déjà engagés dans la lutte pour le pouvoir. En refusant de servir les autorités, les soldats ne peuvent agir seuls, ils doivent pouvoir rejoindre le camp des travailleurs. Dans le cas contraire, la mutinerie se termine comme dans l'exemple décrit par *Wiadomosci* : par l'arrestation de ceux que la hiérarchie considère comme « meneurs » et par la répression des soldats. On ne peut s'attendre à ce que la majorité des soldats veuille prendre un tel risque, au nom des seules raisons morales, sans qu'une possibilité de victoire existe.

On ne peut cependant oublier qu'au sein d'une institution hiérarchique comme l'armée, la direction dispose de moyens qui lui permettent

d'imposer aux soldats l'accomplissement des ordres. En décembre 1970, on a déclaré aux soldats amenés pour écraser les grèves de Gdansk, Elblag et Szczecin, qu'ils venaient écraser un débarquement allemand et que les agresseurs s'étaient camouflés sous les dehors paisibles de travailleurs... En décembre 1981, la bureaucratie a présenté des « preuves », selon lesquelles Solidarité préparait l'assassinat de leurs familles... Et pourtant, les soldats n'ont pas été utilisés dans des affrontements ouverts. Dans une situation où les soldats sont dépendants pour leur information de ce que laisse filtrer l'appareil militaire, de tels mensonges, sans cesse répétés, peuvent semer le doute dans les esprits. De cela découle un autre impératif pour le mouvement ouvrier : lutter pour le droit des soldats à constituer leurs propres organisations syndicales et exiger qu'ils aient accès à l'ensemble des publications du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier se doit d'empêcher l'isolement des soldats et de leur assurer son soutien de l'extérieur face à la répression militaire.

Avoir laissé les soldats seuls face à l'appareil militaire — malgré des initiatives prises dans certaines régions — ne pas avoir mobilisé les travailleurs contre la prolongation du service militaire décrétée en septembre 1981, n'a pu qu'être interprété par les conscrits comme une preuve de faiblesse de Solidarité. Leur confiance dans les capacités du syndicat indépendant et dans sa volonté de lutte n'a pu qu'être fortement ébranlée de la sorte, laissant le champ libre aux manœuvres des généraux. C'était, de la part du syndicat et de sa direction, une grave erreur.

Solidarité face à la question du pouvoir

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la constitution de Solidarité avait ouvert une période d'instabilité politique en posant la question de la légitimité du pouvoir bureaucratique. Les dirigeants les plus avisés de la bureaucratie n'ont pas caché que leur but était de mettre fin à cette situation, en détruisant le syndicat ou en le vidant de son contenu. C'était dès octobre 1980 la signification des exposés de Zabinski devant les officiers de la milice du département de Katowice. C'était également ce qu'avait

annoncé Jaruzelski lors de son discours d'investiture devant la Diète. Mais ces mises en garde ont été oubliées, ensevelies sous le flot de paroles sur le « nouveau socialiste », prises au sérieux par une majorité des dirigeants syndicaux.

Plus tard, l'incapacité flagrante de l'appareil administratif de la bureaucratie, en pleine décomposition du fait de la pression du mouvement des masses, avait pu laisser croire que la bureaucratie a perdu toute capacité d'initiative. C'était oublier que, l'appareil répressif n'étant pas atteint, la bureaucratie gardait la capacité d'intervenir brutalement en s'appuyant sur cette force intacte. Et les phénomènes de décomposition de l'appareil administratif, qui affaiblissaient de jour en jour son assise sociale, rendaient de son point de vue une telle solution de plus en plus urgente. Cela, indépendamment même des pressions et sollicitations de ses amis du Kremlin.

L'illusion que « le pouvoir a disparu », fondée sur la décomposition de la partie visible de l'appareil bureaucratique, avait nourri des analyses selon lesquelles l'ennemi se trouvait uniquement, ou avant tout, à l'extérieur. Sur la base d'une telle constatation, nombre de dirigeants avaient érigé en stratégie la nécessité pour la révolution polonaise de s'autolimiter, c'est-à-dire de ne pas remettre en cause ce qu'ils considéraient comme étant l'ombre du pouvoir en Pologne et de tenter de trouver un *modus vivendi* avec le Kremlin. Il ne s'agissait donc pas de conditions données, exigeant de limiter les revendications et de passer des compromis avec l'adversaire. Il a été au contraire proposé de fonder la stratégie du syndicat, ses buts à long terme, sur la recherche d'un compromis durable avec la bureaucratie.

Deux erreurs fondaient une telle approche. Tout d'abord, c'était supposer que l'appareil bureaucratique polonais pouvait se satisfaire d'une fonction honorifique, alors que le déroulement même des événements en Pologne signifiait pour des centaines de milliers de bureaucrates la fin de leurs privilèges et donc la fin de leur statut social. Ils n'étaient pas prêts à cela. La militarisation croissante de l'appareil d'Etat après août 1980, l'apparition des organisations revanchardes telle « l'union Grunwald » ou les « forums » réactionnaires au sein du POUP, celle de l'hebdomadaire *Rzeczywistosc*, etc., en témoignent.

En second lieu, c'était supposer que la bureaucratie soviétique n'a que des intérêts militaires à défendre en

Pologne. Or, la domination bureaucratique en URSS (et celle dans d'autres pays satellites) est fondée sur les mêmes bases que celle de la bureaucratie en Pologne : l'expropriation de la classe ouvrière, et plus largement de toute la société, de ses droits, la destruction des liens sociaux naturels et un contrôle total sur l'ensemble de la vie sociale et économique. Elle ne pouvait donc tolérer en Pologne l'apparition des libertés démocratiques, de l'autogestion ouvrière et territoriale, d'une socialisation réelle, du partage du revenu national. Bref, elle ne pouvait tolérer à long terme l'existence de Solidarité sans y être contrainte par sa propre faiblesse. Car tolérer un tel état de fait dans un pays « frère », et de plus limitrophe, ne pouvait que renforcer le développement des mouvements antibureaucratiques de la classe ouvrière dans d'autres pays et en particulier en URSS même.

La stratégie de l'autolimitation était donc loin de permettre d'éviter l'affrontement avec la bureaucratie. Elle revenait par contre à laisser l'initiative aux bureaucrates, condamnant les travailleurs à lutter dans des conditions moins favorables que celles qu'il était possible de développer.

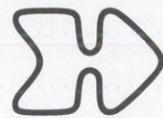
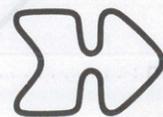
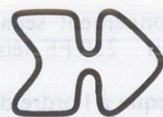
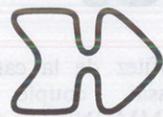
La majorité des dirigeants de Solidarité a été longtemps hostile à un débat public sur la question du pouvoir. Car une telle discussion, indépendamment de ses résultats, n'aurait pu qu'affaiblir la stratégie de l'autolimitation de la révolution. En pratique cependant, cette stratégie était de plus en plus remise en question, sans que cela conduise cependant à la formulation d'une stratégie alternative, qui permettrait de réaliser en pratique le but de la construction d'une République autogérée, mis en avant par le premier congrès de Solidarité. Il a fallu donc attendre l'investissement par les commandos de la milice de l'école des cadets de pompiers en grève, le 2 décembre 1981, et le spectre d'une attaque violente contre Solidarité, pour qu'une discussion s'ouvre sur la question du pouvoir au sein de la direction nationale du syndicat. La réunion du présidium élargi de Solidarité, le 3 décembre à Radom, puis la dernière session de la commission nationale du syndicat le 12 décembre à Gdansk ont été l'expression de ce changement d'ampleur (6).

Durant la dernière session de la commission nationale, tous les intervenants ont souligné que « des signes d'une totale confrontation sont apparus ». Deux tactiques contradictoires ont été présentées. Jan Rulewski s'est

(5) « Les cas au début sporadiques de désobéissance des soldats se généralisent. A Niepolowice, près de Cracovie, un régiment entier s'est mutiné. Tous les officiers ont été arrêtés par la suite. A Bydgoszcz des affrontements armés se produisirent entre les zomo et les soldats. » « Wiadomosci » du 28.12.1981.

(6) Les citations qui suivent proviennent de l'enregistrement des débats de la dernière session de la commission nationale de Solidarité, ramenée de Pologne par un journaliste du « Matin ».

ABONNEMENTS



prononcé pour « une solution politique et non une solution de force », arguant que « les sociétés occidentales ont depuis longtemps rationalisé les confrontations politiques en créant des institutions démocratiques telles que des parlements, des sénats ou, en Pologne, la Diète ». Il proposait donc d'organiser un référendum, qui permettrait de voir « si la société fait confiance à ce système de représentation, à cette Diète et à ce gouvernement, ainsi qu'au système d'exercice du pouvoir en vigueur dans notre Etat ». Si les autorités passaient outre les résultats de ce référendum (résultats qui ne pouvaient que leur être défavorables !), Rulewski proposait l'organisation d'une grève générale et la nomination d'un gouvernement provisoire composé de « spécialistes », qui aurait pour tâche de préparer de nouvelles élections nationales et locales.

L'intervention de Rulewski sonnait le glas de la stratégie de l'autolimitation. Mais en même temps, le président de Solidarité de la région de Bydgoszcz maintenait l'erreur qui avait été à la base de cette stratégie : il continuait à sous-estimer la force et la détermination de la bureaucratie polonaise et surestimait la « tolérance » du Kremlin envers « l'expérience polonaise ». Les autorités ne pou-

vaient permettre l'organisation d'un tel référendum, car celui-ci les aurait privées de toute semblant de légitimité. Elles devaient choisir la confrontation avant son déroulement. Mais la tactique proposée par les partisans du référendum ne permettait d'aucune façon de préparer les masses à un tel affrontement. Rulewski a rejeté avec force l'emploi de l'arme de la grève active et refusait les propositions de constitution d'une garde ouvrière.

Deux tactiques opposées à la veille du 13 décembre

Une autre tactique a été présentée par les militants de la région de Lodz — dont on a déjà parlé — et ceux de Cracovie et Varsovie. Le représentant de Cracovie exigeait que le syndicat présente en commun avec la Fédération nationale de l'autogestion un certain nombre de projets de lois, nécessaires à la réalisation d'une réforme économique authentique. Il proposait d'imposer ces lois par la grève active générale qui durerait tant que l'ensemble de l'économie ne commence à fonctionner selon les principes nouveaux. Durant la grève, l'activité économique devait être dirigée centralement par un conseil social de l'économie nationale. Le représentant de Cracovie proposait de plus d'étendre la grève active à la presse, la radio et la TV, en vue de remettre les médias au service de la société. Seweryn Jaworski, de Varsovie, exigeait que Solidarité lance un appel à la grève générale au vu des dangers qui pesaient sur le syndicat. Un telle grève devait selon lui transcroître le plus rapidement possible en grève active. Jaworski, de même que le militant de Lodz, Wlodzimierz Bogucki, mettaient l'accent sur la nécessité de mettre rapidement en place un conseil social de l'économie, capable de coordonner la production et la distribution durant la grève active. Bogucki soulignait qu'un tel conseil devrait être un premier pas sur la voie de la constitution d'un gouvernement provisoire.

Le début de la grève active, même dans une seule région, pose le problème du pouvoir. Mais cela n'est pas identique avec sa résolution au profit de la classe ouvrière. La bureaucratie, même privée d'une bonne part de ses prérogatives, n'en continue pas moins de régner sur l'Etat, réduit à sa plus

simple expression, celle de l'appareil de répression. Il est donc nécessaire de mettre un pied un organe capable de disputer au gouvernement de la bureaucratie son leadership à ce niveau : cela, seul un autre gouvernement, représentant les intérêts des travailleurs et de leurs alliés, pouvait le faire. Dans la révolution polonaise, seul Solidarité avait la légitimité sur laquelle un tel gouvernement provisoire aurait pu s'appuyer. Mais, à la fois syndicat et mouvement social, Solidarité n'avait pas aux yeux des millions de travailleurs de vocation gouvernementale. Ce n'est pas la commission nationale qui pouvait s'instaurer gouvernement provisoire.

C'est pourquoi la proposition de nommer un « conseil social de l'économie » en permettant de résoudre le dilemme précédent, est d'importance. Un tel conseil, qui aurait à notre avis dû être formé des représentants des comités de grève régionaux (7) appuyés par des experts qui ont montré durant les derniers quinze mois qu'ils se situaient du côté des travailleurs, jouissant de l'appui du syndicat indépendant, serait tout naturellement, au cours du développement de la lutte gréviste et de la prise du contrôle de l'économie par les travailleurs, apparu comme un contre-gouvernement légitime. Et ce faisant, il aurait été capable d'en appeler aux soldats et aux miliciens pour qu'ils se placent sous ses ordres. L'épreuve de force, l'affrontement, n'aurait certes pas été évité. Mais les travailleurs, en prenant l'initiative, se seraient trouvés avec des possibilités de victoire bien plus grandes que lors du coup du 13 décembre.

Le 19/01/1982

Abonnement

Profitez de la campagne d'abonnement d'essai couplé ROUGE-CRITIQUE COMMUNISTE, pour trois mois : 90 FF.

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE :
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.



Nom :

Prénom :

Adresse :

(7) Cependant, un tel conseil, même composé uniquement d'experts indépendants appuyés par le syndicat, comme le proposait la majorité de la direction de Solidarité, deviendrait de facto un gouvernement provisoire. Mais le fait qu'il ne serait pas issu directement des organes formés par les travailleurs pour diriger leur lutte ne pourrait que freiner son activité. De même que serait freiné le processus de l'auto-organisation démocratique et de construction des organes de la République autogestionnaire.

Fin avril un livre aux éditions La Brèche

"PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE"

Ce livre rassemble des textes où sont analysés sous différents angles continuité et ruptures des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Sous la disparité des situations nationales, des trajectoires, il s'efforce de dégager ce qui continue à faire l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés. Ces analyses, élaborées par des militants marxistes-révolutionnaires des différents pays concernés, portent bien au-delà de l'actualité immédiate.

Les pays traités sont : la Grande-Bretagne, la Suède, la RFA, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

En souscription à 60 francs. Mise en vente à sa parution en librairie à 75 F, 420 pages.

BON DE COMMANDE

Nom, Prénom :

Adresse :

Ville :

1) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et 7,50 F de port, soit 67,50 F. Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

2) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et laisser mon livre en dépôt à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, où je passerai le prendre à sa parution.

INPRECOR Spécial économie

Au sommaire :

- Ernest Mandel fait le point sur la deuxième récession généralisée de l'économie capitaliste internationale.
- La crise de l'industrie automobile.
- Produits miniers : la grande peur des stratégies occidentales.
- Deux millions de chômeurs dans l'Etat espagnol.



librairie la brèche

9 rue de Tunis 75011 PARIS - M^o Nation



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société P-E-C
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil-Sous-Bois,
859 00 80.

Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.
ISSN — 0298 — 2068 N° CP: 56 551